

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

Le Pont de Waelhem
La controverse sur le monopole des œuvres sociales
Le « Gog » de Giovanni Papini
Visite chez Einstein
Le théâtre de François de Curel d'après M. Bellessort
Saint Joseph
Où en est l'Amérique humido-sèche
Le Parterre de rois

Pierre Nothomb
Abbé Louis Colens
Paul Halflants
Giovanni Papini
Mgr J. Schyrgens
Camille Melloy
Viconte Ch. du Bus de Warnaffe
Louis Madelin

Les idées et les faits : Allemagne.

La Semaine

C'est une excellente impression que nous avons emportée du XII^e banquet annuel de la Ligue de l'*Autorité*. L'annonce d'un discours de M. Henri Goffinet — « Bruxellois de naissance et Wallon d'origine » — sur la question flamande, avait amené de nombreux convives et c'est devant une assemblée d'élite que prit la parole celui qui, lorsqu'il se révéla peu avant la guerre, fit songer à Montalembert. Beau discours et belle éloquence. Nous allons en citer quelques fragments que l'orateur a eu l'extrême obligeance de vouloir bien nous communiquer. Commençons par féliciter M. Goffinet pour le *ton* qu'il sut prendre, *ton* de compréhension sympathique qui peut seul amener la détente nécessaire. Certes, il y avait encore d'autres choses à dire à cet auditoire distingué et nous pourrions répéter ici ce que nous nous sommes permis d'écrire à propos des conférences faites récemment au Palais des Beaux-Arts sur l'*Amour sacré de la Patrie*. Rendre hommage à la renaissance flamande est bien, fort bien même, et pareil hommage marque un très heureux progrès. Mais il faut plus en ce moment. Il faut absolument qu'à des Belges patriotes et de bonne volonté, on dise, on ose dire ce en quoi ils persistent à se tromper et ce que demande d'eux la gravité de l'heure. Sympathie compréhensive, c'est entendu, mais à la condition que cette sympathie soit active, agissante. Le mouvement flamand est un fait, il est irrésistible, mais surtout il enrichit la commune Patrie. Il ne faut donc pas rester pratiquement anti-flamand après avoir reconnu la bienfaisance de la renaissance flamande. Il faut non seulement ne plus la déplorer, non seulement l'accepter, mais encore la favoriser. Et que nous sommes loin de tout cela, hélas! Que de Belges qui pensent toujours qu'il faut combattre la flamandisation de la Flandre comme un mal, et qui continuent à s'y appliquer, comme dit plus loin M. Pierre Nothomb « avec sincérité et croyant bien faire, mais en usant souvent des armes les plus blessantes : le dédain ou bien l'ironie » et qui, lorsqu'il faut céder, ne cèdent que « parcimonieusement, sans grâce, et pied à pied ».

Voulez-vous un exemple récent? Dans l'*Indépendance* de dimanche dernier, on pouvait lire ces lignes (Réflexions d'un sans-filiste), signées Jean Herard :

On entend quelque chose. Quoi? On ne sait pas tout de suite. Une symphonie? Un jazz? Le repas des fauves à la Zoologie? Petit à petit ça se dégage : on appelle sa femme, sa belle-mère, toute la maisonnée. « Admirable, hein? C'est Toulouse, là-bas, bien loin, dans le Midi de la France. Non, mais, est-ce assez beau? A part quelques craquements que je ferai disparaître... » Et tout le monde sourit, émerveillé, en proie à l'émotion la plus intense quand éclata la voix de « Brussel proeizendpost », couvrant tout, empêchant toute autre réception; le diffuseur hurle des mots rocaillieux, imposant le flamand à tous, formidablement, irrésistiblement; et on se demande quelle origine doivent assigner les étrangers à un parler qui n'est utilisé que par une infime minorité du monde, à un langage qui semble obliger ceux qui s'en servent à crier comme s'ils voulaient tout casser.

Est-il admissible qu'un grand journal de chez nous imprime encore des considérations aussi bêtes qu'antipatriotiques et qui devraient indigner tout Belge soucieux de l'avenir de son pays?

Mais revenons au beau discours de M. Henri Goffinet. Celui-ci croit à l'existence, en Flandre, d'une haine farouche et indéniable du français. Il comprend qu'il y ait eu une réaction contre un trop long privilège légal accordé à la langue française, mais l'aversion pour le français l'attriste. Nous pensons qu'il se trompe et qu'il conclut un peu précipitamment de certaines apparences qui paraissent étayer sa thèse. Il ne s'agit, en Flandre, que d'un primat de droit et de fait de la langue flamande. But légitime et louable. Que de maladroitesses résistances aient fait exagérer certaines revendications pratiques, ce n'est là que la poussière de la bataille. Jamais le français n'a été aussi répandu en pays flamand, jamais on n'y a lu autant de livres et de publications de langue française. Et s'il est attristant pour des minoritaires, des Bruxellois, ou des Wallons, de voir enlever les désignations françaises des rues dans les villes flamandes, que l'on ne se hâte pas de conclure à une « haine indéniable et farouche ». Il n'y a là qu'une réponse à un mépris, indéniable celui-là, et farouche souvent, de la langue flamande.

Dans le très bel article que nous publions en tête de ce numéro — dernière partie de l'essai qui a valu à son auteur le prix du Centenaire, et qui paraîtra sous peu en librairie — M. Pierre Nothomb dit fort bien :

... parce que, sans assez de contact avec les petits, les censitaires, qui seuls gouvernaient, parlaient également bien dans les neuf provinces, une langue unique qu'ils croyaient supérieure à toutes; parce qu'il arriva un jour où le peuple étant appelé à la vie publique, ayant trouvé au surplus dans l'Etat nouveau et le progrès social, dans le bien-être et la liberté, le désir de se cultiver et de s'affiner, il voulut irrésistiblement être instruit, administré, commandé, jugé dans sa langue; parce que ceux dont le cerveau n'avait jamais été contraint par la misère ou déformé par un enseignement artificiel, — et qui croyaient que tout était bien parce que tout était bien pour eux, — ne comprirent pas cette volonté irrésistible et la combattirent...

* *

Après avoir déploré ce qu'il croit être une haine du français, M. Goffinet ajoute :

« Si je me suis laissé aller à exprimer des regrets, au risque de perdre auprès de certains tout crédit, c'est que j'espère ainsi montrer à ceux que je ne puis me résigner à considérer comme des adversaires, les patriotes flamandants, que pour être, en fait de préférences linguistiques, à un pôle différent du leur, on pouvait parvenir, cependant, à saluer leur idéal, à vibrer avec eux dans une même admiration, à communier avec eux dans un même amour pour la Flandre et pour le flamand.

» Car, j'ai hâte d'y arriver, j'applaudis sans réserve, avec vous, à ce mouvement de renaissance flamande auquel nous assistons. Je le considère avec respect. Ne croyons donc pas qu'il puisse être dirigé de soi contre la Belgique! Il l'enrichit au contraire, il la rend plus belle et plus féconde... ».

Il n'y a qu'à applaudir de tout cœur à ces paroles éloquentes et à féliciter vivement celui qui les prononça avec une émouvante chaleur et un accent de belle sincérité. Les équivoques, les malentendus, la passion surtout, égarent tant d'excellents esprits

quand il s'agit de la question linguistique — et tout particulièrement dans les milieux auxquels appartiennent et M. Goffinet et les convives qui l'écoutaient — qu'il aura certainement fallu, à l'orateur, beaucoup de réflexion et une indépendance de pensée peu commune, pour en arriver à croire à l'enrichissement de la Patrie par le renouveau flamand!

* * *

L'orateur crut nécessaire de confesser ensuite, non seulement son attachement à sa langue maternelle, le français, mais sa conviction que la culture française était, à ses yeux la première du monde.

« Ne pensez pas que j'ignore, que je conteste la richesse, la magnificence, la haute beauté des littératures germaniques. Mais tout compte fait, je reste profondément convaincu, pour ma part, de la supériorité du parler français, de la littérature et de la formation françaises de la pensée, sur toutes les autres actuellement en usage dans le monde. Je crois que plus qu'aucune autre, la littérature française possède, dans son ensemble, ce caractère catholique et universel qu'un Allemand vient encore de lui reconnaître ».

Sur la supériorité incontestable de la culture méditerranéenne et latine, on se mettrait aisément d'accord et nous publierions sous peu de profondes considérations de G. K. Chesterton, à ce sujet, mais dans l'*atmosphère actuelle de notre querelle intérieure*, des déclarations comme celles de M. Goffinet risquent aisément d'être mal comprises et interprétées, comme s'il était regrettable que le mouvement flamand soustrayât la Flandre à la « formation française de la pensée ». Or, il ne s'agit pas de cela. Il s'agit de faire rendre à un peuple toutes les possibilités d'une nature propre qui a comme expression sa langue à lui, le flamand. Même si M. Goffinet a mille fois raison, et si la formation française de la pensée est supérieure à toute autre formation, les différences ethniques, raciques et culturelles qui se sont développées au cours des siècles font, qu'en 1931, il n'est pas possible d'imposer à un peuple une langue autre que celle résultant de toute son histoire. Et l'influence du français à travers une culture nationale autre que la culture française sera bien plus étendue, plus efficace et infiniment plus bienfaisante qu'elle ne le fut dans l'impossible expérience tentée en pays flamand depuis cent ans.

* * *

Sur la minorité française en Flandre, sur la liberté du père de famille d'élever son enfant dans la langue de son choix, M. Goffinet aurait pu être plus précis. Laissons là ces questions pour l'instant, on connaît d'ailleurs suffisamment notre pensée à cet égard. Si la minorité s'était résignée à l'inéluctable, surtout si elle avait eu une meilleure conscience et de son intérêt et de son devoir, bien des conflits eussent été évités. Le grand tort de la minorité est d'avoir toujours agi *comme si* — nous disons *comme si* — contrairement à la conviction à laquelle de longues méditations ont heureusement conduit M. Goffinet, le mouvement de renaissance flamande « était dirigé, de soi, contre la Belgique » l'appauvissait, l'enlaidissait et la stérilisait...

Certes, avec M. Goffinet, nous condamnons « le despotisme de la langue, de la race ou de la région qui sont sans droits », mais le bien commun d'une collectivité peut imposer des mesures linguistiques, raciques ou régionalistes. Le *bien commun*, mesure et justification suprême de toute loi, c'est-à-dire de toute limitation apportée parfois même à de légères libertés individuelles.

* * *

La partie la plus remarquable peut-être du discours de M. Goffinet, fut celle où il prouva, par l'histoire, l'utilité, la nécessité de l'Union belge. Pareilles considérations font conserver « la confiance absolue dans les destinées de l'Unité nationale », et empêchent de sombrer dans le pessimisme. Les génératrices de notre situation actuelle continuent à promouvoir l'union de ceux qui les ignorent

peut-être et même contre ceux qui se trompent à son sujet. Ce là une des grandes raisons d'espérer. L'Histoire nous a faits ce que nous sommes. Les causes profondes, qui ont créé au cours des siècles les provinces belgiques, empêcheront une rupture fatale pour les deux parties. Encore faut-il, pourtant, s'appliquer à éviter d'âpres, de dangereuses et de coûteuses expériences.

* * *

Citons encore la très éloquente péroraison du remarquable orateur qu'est M. Goffinet, orateur qui ne s'est pas prodigué, hélas que l'on n'a entendu que trop rarement, et auquel nous osons bien amicalement rappeler la parabole des talents enfouis. Qui a reçu de la Providence un tel don oratoire, ne se doit-il pas de le mettre au service des grandes causes, l'Eglise et la Patrie?

« Exaltons donc les deux cultures. Si l'on comprend des deux côtés que, loin d'être antagonistes, elles se donnent un mutuel appui, l'exclusivisme de part et d'autre, cet exclusivisme que le sens national réprouve, tombera de lui-même, et c'est spontanément que seront rétablis les ponts entre les rives pour la mutuelle pénétration des langues et des pensées, que le sens national approuve et que le devoir impose. »

« Ce peuple cessera-t-il de s'aimer lui-même? Va-t-il tourner contre soi ses énergies puissantes? Va-t-il s'entre-déchirer de ses mains? Non, non! Si la rivalité des langues persiste, laissez-moi penser, laissez-moi dire, que ce ne sera plus basement dans le dénigrement et l'envie. Elles monteront ensemble sur les sommets, c'est à ces hauteurs qu'elles doivent se confronter et tendre chacune à la plus haute expression du génie national. »

* * *

La regrettable affaire de la crémation continue à faire couler beaucoup d'encre et à faire dire d'invraisemblables sottises.

Commençons par cette perle imprimée en première page de l'*Indépendance* :

L'Union libérale de Houdeng-Aimeries vient de voter un ordre du jour dont le texte permet d'affirmer que Mgr Van Roey eût bien fait de se docilement avant de publier sa malheureuse lettre.

« Attendu que dans d'autres pays, y est-il dit notamment, l'Eglise catholique ne refuse pas, lorsqu'il est sollicité, son concours aux funérailles de personnes qui ont opté pour l'incinération. »

L'Union libérale émet le vœu de voir adopter par le clergé de Belgique la pratique déjà suivie par le clergé catholique dans les pays où fonctionnent l'incinération.

L'*Indépendance* n'hésite pas. Entre l'Union libérale de Houdeng-Aimeries et le Cardinal de Malines, aucun doute possible. Le Homais de Houdeng-Aimeries sont évidemment plus calés en fait de connaissances théologiques qu'un Prince de l'Eglise...

* * *

L'*Etoile belge*, elle, est allée au fond des choses. « Nous ne sommes pas dupes, M. de Malines! »

Dupes de quoi? D'une manœuvre digne de Machiavel.

A notre avis, M. de Malines, qui est un homme intelligent, a parfaitement calculé son coup et en a mesuré toutes les conséquences. Sa « gaffe » si gaffe il y a au du point de vue de l'Eglise, avait été froidement préméditée, elle répondait à un dessein froidement réfléchi.

Lequel? Voici : Puisque, depuis la lettre du Cardinal, « les extrémistes cléricaux flamingants de tout poil, depuis les démocrates chrétiens du *Standard* jusqu'aux frontistes, qui battaient froid au Cardinal, suspect de tendances « fransquillonnes », se sont rapprochés de l'archevêque de Malines », c'est donc, que :

L'intolérance calculée de Mgr Van Roey se proposait, à n'en pas douter, un double but : ranimer le vieil anticléricalisme des partis de gauche qui ne s'accorderont jamais de doctrines sectaires mettant en quelque sorte hors la loi les non-catholiques; dresser, en face du bloc anticlérical reconstitué, le bloc cléricale enfin ressoudé et groupant à nouveau, derrière le même drapeau, tous les fils de l'Eglise, depuis les conservateurs endurcis jusqu'aux chevaliers activistes de l'anti-Patrie.

Et, aux prochaines élections, on verrait cléricaux, frontistes et nationalistes flamands marcher à la bataille la main dans la main, réconciliés pour de bon sous la houlette pastorale de Mgr Van Roey.

Mgr Van Roey rendrait des points à maint homme d'Etat réputé. Il n'est pas aveuglé par l'union sacrée. Il sait observer — et tirer profit de ce qu'il observe. Il n'ignore point que la droite désemparée, menacée de dislocation, grignotée par le frontisme, ne pourra espérer rétablir son unité et reconquérir le pouvoir que sous le signe d'un confessionnalisme militant. Mais il sait aussi que le confessionnalisme ne renaîtra et ne se déchainera que si, aux yeux des masses, il apparaît possible de le représenter comme une réaction salutaire, nécessaire et légitime contre les excès d'un mouvement groupant sous une bannière commune les partis anticléricaux.

« Manœuvre de grand style — écrit l'*Etoile* — contre quoi nous ne saurions trop mettre nos amis en garde ».

Le papier supporte tout...

* * *

Le comte de Saint-Aulaire a fait récemment, à Paris, à la *Société des conférences*, une causerie pétillante d'esprit sur la *paix ou la guerre*?

Je ne sais si la paix est une grande dame, a-t-il dit. Mais, de nos jours, son seigneur, le pacifisme, est dénué de tout snobisme héraldique. Il prétend ne tirer sa noblesse que de lui-même; il affecte d'ignorer ses aïeux. Il en a pourtant, et de fort anciens. Il remonte bien au delà des croisades, jusqu'au Paradis terrestre. Sans aborder le débat théologique qui est au fond du pacifisme comme au fond de tous les grands problèmes politiques, je rappellerai seulement ce lieu commun: le pacifisme est lui-même une guerre, une guerre contre le péché originel qu'il s'efforce de supprimer pour lui substituer la conception rousseauiste de l'homme naturellement bon, corrompu par la société, mais susceptible de réintégrer sa pureté première, de dépouiller la concupiscence et la haine, mères des guerres, dès qu'il s'arrache aux maléfices de la civilisation, selon les uns, de la religion, selon les autres. C'est l'homme progressant par régression en redevenant primitif pour cesser d'être barbare, l'homme promu Dieu ou demi-Dieu en niant Dieu, l'homme invincible dès qu'il est désarmé, l'homme invulnérable pourvu qu'il soit tout nu.

Le pacifisme est bien, au fond, une erreur sur la nature de l'homme. Ce qui ne veut, évidemment pas dire, qu'il ne faille faire tout le possible pour empêcher la guerre...

* * *

Dans le très beau discours qu'il prononça à la Chambre et qui fut unanimement applaudi (les frontistes exceptés), M. Pouillet — peut-être bien le parlementaire le plus respecté, en ce moment, pour sa parfaite loyauté, son admirable désintéressement et sa haute conscience — a montré, en termes émouvants, toute l'importance pour la Belgique et pour l'Europe de la conférence pour la limitation des armements qui se tiendra l'année prochaine.

« Quand on lit les journaux, à propos de cette question, on doit reconnaître qu'il en est peu qui mettent bien en lumière la gravité de la question, gravité qui consiste essentiellement en ceci: si la conférence échoue, c'est la course aux armements, course qui a caractérisé l'époque de 1870 à 1914, alors que tant d'esprits partageaient l'illusion que cette course était sans danger, pourvu qu'un certain équilibre fut maintenu. L'événement a démontré le contraire, il a montré que cette course avait fatalement abouti à la guerre. »

« Hostile à toute diminution militaire unilatérale », M. Pouillet a fait appel à la presse pour qu'elle prépare le désarmement moral, « qui doit précéder l'autre, sous peine de faire échouer ce dernier. »

« Le devoir de la presse, à mon avis, est de pénétrer chaque jour l'opinion: que tourner la future conférence en dérision, qu'ameuter les gens contre la réduction conventionnelle des armements, c'est faire une œuvre néfaste ».

La presse est encore relativement indépendante, chez nous, mais son influence européenne est évidemment très réduite. Même si tous nos journaux étaient tout à fait selon le cœur de M. Pouillet et, d'une part, ne représentaient plus la Belgique « comme le pays où il y a le plus de traîtres, le plus de vendus, le plus de criminels, le plus de gens capables de toutes les mauvaises choses » — l'honorable ministre d'Etat a bien rendu, par là, l'impression que doit ressentir un étranger suivant nos polémiques — d'autre part, donnaient à leurs lecteurs la « bonne » mentalité internationale, la face des choses n'en serait guère changée en Europe. Quant à la presse anglaise, à la presse française, à la presse italienne, ne parlons pas d'indépendance...

Il reste que la clef de la situation est en Allemagne et on ne l'a peut-être pas assez dit au Parlement. Tout le problème nous paraît tenir dans ce passage du discours de M. Vandervelde:

Voici ce que disait M. Maginot, l'autre jour, à la Chambre française, à propos de la conférence du désarmement:

« Ne serait-il pas un peu vain de vouloir limiter les armements de peuples par des conventions internationales, si l'on ne commençait pas par tenir compte des traités qui ont consacré pour les uns et permis aux autres les limitations d'armement auxquelles il a déjà été procédé? »

Et qu'on ne nous dise pas qu'en cette matière tous les peuples doivent être traités sur un pied d'égalité! Non, Messieurs! Si l'on veut diminuer les risques de guerre, si l'on veut faire régner dans le monde une justice internationale, il est nécessaire, comme il est équitable, et c'est une garantie pour les autres nations, que les pays qui ont été les agresseurs subissent des limitations d'armement plus sévères que les nations qui n'ont pas commis d'agression et qui se refusent à en commettre.

Faut-il s'étonner, après cela, qu'en Allemagne on insiste sur la question de la culpabilité? Faut-il s'étonner que l'on ait des doutes sur l'issue favorable de la conférence du désarmement, dès l'instant où l'on déclare qu'avant, comme avant, il n'y aura pas pour tous les peuples égalité dans la sécurité, on l'on déclare qu'il y aura des peuples qui continueront à être traités, non pas en vaincus seulement, mais encore en coupables?

Vous pouvez approuver cela! Nous, nous ne l'approuverons jamais.

Et le leader socialiste ajoutait encore:

« Que ferez-vous, je vous le demande, le jour où l'Allemagne vous dira: vous n'acceptez point l'égalité dans le désarmement, nous reprenons notre liberté dans les armements? Déclarerez-vous la guerre à l'Allemagne? »

« Il ne paraît point douteux que, au lendemain d'un échec de la Conférence du désarmement, l'Allemagne se déclarerait libre des engagements que lui impose le traité de Versailles, et alors, je le répète, que fera-t-on? »

Quelle sophistique dangereuse, et quelle erreur fondamentale de ne considérer les armements que quantitativement! M. Maginot a raison, et le plus élémentaire bon sens le crie. L'Allemagne, le peuple allemand, a abusé de sa force. Accepter, sans plus, qu'il soit aussi armé que la France, n'est-ce pas lui fournir la tentation d'une revanche? Si l'Allemagne était réellement pacifique, pourquoi désire-t-elle tant s'armer? Qui donc l'attaquera jamais et pourquoi? Si elle met une telle obstination et une telle ardeur à réclamer le désarmement des autres, quitte à s'armer elle, sous main, le plus puissamment possible, comment ne pas conclure à des visées guerrières?

Si tous les voisins de l'Allemagne désarmaient demain pour ne conserver qu'une puissance militaire proportionnée à celle que le traité de Versailles reconnaît à l'Allemagne, les risques de guerre seraient-ils diminués ou augmentés? L'égalité dans la sécurité, dont parle M. Vandervelde, sera-t-elle assurée par l'égalité dans l'armement? Toute la question est là.

* * *

Que l'on nous permette de citer encore le comte de Saint-Aulaire:

Il y aurait cependant quelque chose de plus barbare encore que le non-désarmement, ce serait le désarmement total, s'il était possible. Aussi longtemps qu'il y aura des hommes qui se haïront ou se jalousseront, aussi longtemps que leurs instincts de violence et de rapine n'auront pas été étouffés, le désarmement ne les empêchera pas d'en venir aux mains, même si on leur arrachait les ongles, par humanitarisme. Le désarmement assurerait l'hégémonie de l'Etat le plus peuplé, le plus brutal, le moins scrupuleux, le plus industriel. Il assurerait le triomphe du nombre sur l'élite, de la matière sur l'esprit. Il enlèverait aux qualités supérieures du genre humain leur chance. Le plus faible suppléerait encore à la supériorité musculaire par la supériorité du cerveau, de l'estomac et surtout du cœur, le premier de nos muscles. Enlevez à David sa fronde et Goliath l'écrasera avec un quartier de roc. La civilisation, la nôtre surtout, essentiellement qualitative, est solidaire de la petite pierre qui atteint Goliath au milieu du front.

C'est ce *qualificatif* qui nous paraît compromis dans tout ce que nous lisons sur le désarmement. Les peuples ne sont pas des entités égales. Leur qualité *actuelle* importe grandement à la solution du problème de la paix. Evidemment, il est très difficile de tenir un compte équitable de cette qualité, mais n'en pas tenir compte risquerait de hâter la catastrophe que l'on veut éviter.

Si l'Allemagne a des armements secrets, si, comme le prétendent de bons juges, son armée est la première du monde, elle va évidem-

ment manœuvrer pour faire échouer la conférence de 1932, à moins qu'à cette conférence les puissances européennes ne capitulent et n'acceptent de traiter l'Allemagne sur un pied de parfaite égalité. Donc, ou bien la conférence réussit et l'Allemagne devient *primus inter pares*, et ce sera la guerre à la première occasion, car sa qualité serait alors la meilleure; ou la conférence échoue et l'Allemagne se retire de la S.D.N. et s'arme ouvertement jusqu'aux dents.

« Déclarez-vous la guerre à l'Allemagne? » demande M. Vanderelde. Nous craignons fort que l'Europe ne le fasse pas. Mais alors, un peu plus tôt, un peu plus tard, c'est le Reich qui la fera, la guerre...

Si une loi est l'expression des rapports constants entre les choses, — dit encore le comte de Saint-Aulaire après avoir rappelé toute une série d'exemples, — ces observations concordantes permettent de formuler la loi suivante : la guerre est d'autant plus proche qu'on se targue davantage d'organiser la paix et le pays attaqué est celui qui se fie le plus à cette organisation.

Contrôlée par l'expérience, cette vérité s'impose à la raison. La mystique de la paix n'est pas contagieuse; c'est précisément ce qui en fait une maladie. Elle n'est pas seulement une duperie parce qu'elle n'est pas générale, elle est aussi un danger pour le peuple qui s'y abandonne parce que, en l'affaiblissant, elle encourage la mystique de la guerre chez les peuples rivaux. La sécurité promise en son nom est donc, selon un mot qui, je crois, est de M. Jules Cambon, une sécurité qui fait trembler.

Une dernière citation encore :

Pour échapper aux dangers qui nous menacent, vous n'aurez pas, vous qui, pour la plupart, êtes des croyants et des croyants, à implorer des puissances surnaturelles autant que leur demandent ceux qui n'y croient pas. Vous n'ignorez pas que nos dirigeants, laïcs et obligatoires sinon gratuits sont, par leur incroyance et leur imprévoyance des athées qui attendent tout de la Providence. Vous n'ignorez pas non plus qu'en politique le miracle n'est possible que si les hommes, tout en y croyant, agissent comme s'ils n'y croyaient pas, et font difficilement tout ce qui est susceptible de le faciliter.

Et les sectaires de France ne désarment pas. Déjà l'école primaire « laïque » et gratuite a largement déchristianisé leur pays. Ils veulent plus et mieux. Gratuité de l'enseignement secondaire public et école unique conduisant au monopole de fait.

Vive la liberté d'enseignement! Mais si vous voulez en user, payez de vos deniers vos écoles libres! Et ils espèrent bien que la gratuité d'une part, le refus de tout subside aux écoles libres d'autre part, finira tôt ou tard par tuer l'enseignement libre et par obliger tous les écoliers de France à passer par l'école d'Etat laïque et anticatholique. Les catholiques français ont perdu la bataille de l'enseignement libre, et il n'est guère possible d'exagérer l'importance de leur défaite. Leurs écrivains et leurs orateurs ont admirablement réfuté les doctrines au nom desquelles on les persécutait, ils n'en ont pas moins été manœuvrés et battus. Il s'agit d'ailleurs bien moins de ce que les anticléricaux proclament que de ce qu'ils visent en réalité. Ils veulent tuer la foi dans l'âme des enfants, et on ne peut que regretter amèrement que la France catholique se soit trop laissée faire. Les divisions politiques de nos frères français, habilement entretenues et exploitées par l'adversaire, les a livrés, désarmés, à l'action dissolvante d'un régime dont le laïcisme est l'âme.

Catholiques belges, restons sur nos gardes! Notre enseignement libre est le plus puissant et le plus beau qui soit au monde. Sans subsides, il n'a cessé de se développer. Que les catholiques de France méditent sur ce chiffre : sans rien recevoir des pouvoirs publics, l'enseignement libre en est arrivé à enseigner les humanités gréco-latines aux cinq sixièmes des écoliers belges qui les font. Comme tous les contribuables, les catholiques belges paient pour l'enseignement officiel. Mais ils n'ont jamais oublié que le problème de l'enseignement commande la vie religieuse et ils n'ont cessé de consentir les plus lourds sacrifices pour que, sur toute la surface du Royaume, les parents catholiques trouvent des écoles catholiques pour leurs enfants. Certes, depuis la guerre, l'enseignement primaire libre est subsidié, l'Université de Louvain reçoit des subventions, les écoles professionnelles libres également, mais c'est là un résultat de l'admirable, de l'héroïque effort catholique.

On reste confondu et stupéfait devant le nombre et la variété d'institutions d'enseignement libre de tout genre qui couvrent littéralement la Belgique. Nous ne savons pas assez à quel point nous avons fait infiniment mieux que n'importe quel autre pays. Les catholiques belges ont magnifiquement employé la liberté d'enseignement!

Dans sa dernière chronique religieuse aux *Etudes*, le R. P. Yves de la Brière établit une nouvelle fois cette thèse : « Si on ne veut pas détruire, en fait, la liberté de l'enseignement, il faut reconnaître un lien nécessaire entre la gratuité de l'enseignement public et une équitable participation de l'enseignement libre aux ressources budgétaires. » C'est l'évidence même, ce qui n'empêche pas les anticléricaux de partout d'opposer à cette évidence les plus pauvres sophismes. On les connaît. Chez nous, la force catholique a fini par les tenir plus ou moins en respect. En France, la faiblesse des catholiques divisés a dû les subir...

Gratuité de l'enseignement secondaire : le R. P. de la Brière rappelle que cette gratuité était beaucoup plus répandue dans l'Europe d'autrefois que dans le monde contemporain. Mais l'étatisme l'était bien moins, cet étatisme qui nous conduit insensiblement à l'état servile, à l'esclavage, dont nous parlions il y a huit jours. Ce qui fait de la gratuité de l'enseignement public, non seulement une machine de guerre anticatholique dans le cas d'un Etat déchristianisateur, mais une machine de guerre anti-humaine, c'est que le monopole de fait auquel elle tend — par « les conditions iniques, disproportionnées » de la concurrence qu'elle fait à un enseignement libre non subsidié, et donc mis dans l'impossibilité, « dans l'immense majorité des cas, de conserver longtemps une clientèle suffisamment nombreuse pour assurer leur subsistance » — soumettra tous les citoyens à la même formation étatique, leur fera subir le même moule officiel. La nature et la vie se vengeront, c'est entendu, mais l'expérience sera chèrement payée.

M. Pierre Dominique, médecin et romancier, vient d'écrire un livre de 300 pages : « *Oui, mais Moscou...* », résultat d'une enquête au pays des Soviets. Français, M. Dominique n'est pas catholique, mais il n'en est pas moins un produit de deux mille ans de christianisme, tout pénétré des mœurs et de la tradition catholiques. Il ne semble guère s'en douter, mais cela importe peu à la réalité des choses.

« Les Soviets — écrit-il, dans ce livre, qui s'efforce de présenter au lecteur tout ce qu'il y a de bon en Soviétie — ont fondé une société purement matérialiste. Cette société prétend ignorer les sociétés religieuses, quelles qu'elles soient. Nous autres, Occidentaux, habitués au thème de l'Etat neutre, comprenons mal cette attitude, mais c'est que l'Etat soviétique, lui, n'est pas neutre, laïque n'est pas assez dire. Il est matérialiste comme l'Etat anglais du XVIII^e siècle était orthodoxe, celui de l'Espagne ou le nôtre catholique, celui de Prusse protestant, celui des tsars, hier encore, orthodoxe. La religion d'Etat qui existait ici ou là est remplacée à Moscou par l'irreligion d'Etat. Il n'y a plus que Moscou, disons-le, pour avoir une attitude théologique. »

Quelle erreur profonde! Tout gouvernement a une attitude théologique, parce que au fond de tout problème politique, il y a une question de théologie. La III^e République française est essentiellement anticatholique, attitude théologique, on en conviendra. La neutralité n'existe pas. L'Etat français n'est pas plus neutre que l'Etat soviétique. Antichrétiens tous deux, ils le sont différemment. L'irreligion d'Etat est commune à la France et à la Soviétie, simple question de forme et de degré. La France accepte de négocier avec Rome, parce qu'elle le croit plus habile. Si Moscou refuse brutalement tout concordat, c'est que le bolchevisme, croit cette tactique-là plus habile pour lui.

Le Pont de Waelhem

Parce que, en 1830, des jeunes hommes venus du Sud, ayant anchi ce pont pour la délivrance commune, furent reçus par leurs frères du Nord dans un enthousiasme total et saint; parce qu'ils entendirent partout avec joie, dans la réaction anti-hollandaise, parler français; parce que le pays avait été durement uniformisé depuis trente-cinq ans par la domination étrangère et avait perdu ses originalités locales; parce que, sans frontières naturelles, il dut se concentrer pour se défendre; parce que deux provinces échirées, deux chefs-lieux historiques détachés de lui, il ne put pratiquer une politique régionaliste, et que, pour que son sang ne s'écoulât point par ses blessures, il dut le faire remonter désespérément à son cœur; parce que, sans assez de contact avec les petits, les censitaires qui seuls gouvernaient, parlaient également bien, dans les neuf provinces, une langue unique qu'ils croyaient supérieure à toutes; parce qu'il arriva un jour où le peuple étant appelé à la vie publique, ayant trouvé au surplus dans l'État nouveau et le progrès social, dans le bien-être et la liberté, le désir de se cultiver et de s'affiner, il voulut irrésistiblement être instruit, administré, commandé, jugé dans sa langue; parce que ceux dont le cerveau n'avait jamais été contraint par la misère ou déformé par un enseignement artificiel, — et qui croyaient que tout était bien parce que tout était bien pour eux, — ne comprirent pas cette volonté irrésistible et la combattirent; parce qu'ils la combattirent avec sincérité et croyant bien faire, mais en usant souvent des armes les plus blessantes: le dédain ou bien l'ironie; parce qu'ils ne cédèrent, quand, ils cédèrent, que parcimonieusement, sans grâce et pied-à-pied; parce que l'ennemi, désireux de tirer parti du mécontentement linguistique, essaya de l'attiser; parce que, par patriotisme et pour mieux désavouer quelques traités, les Belges de langue flamande abandonnèrent pendant quatre ans tout autre souci que celui de résister au Prussien; parce que les autres, ne comprenant pas cette générosité magnifique, s'imaginèrent que tout était arrangé par la victoire; parce que, la victoire étant incomplète, et la Belgique devant demeurer repliée sur elle-même, on ne put ou n'osa inaugurer un grand régionalisme qui eût tout sauvé; parce qu'alors, à la fois retenue, refoulée, fermentée, la force qu'on avait voulu comprimer explosa; parce qu'on attisa son foyer en évoquant l'Allemagne qui l'avait, disait-on, allumé; parce que les anciens dirigeants se débandèrent, les uns dans la peur, les autres dans la résistance, les autres dans la préparation trop longue de remèdes partiels, d'emplâtres de détail; parce que certains Belges de langue française, croyant menacées leur originalité et leur liberté, allèrent chercher un appui, comme certains autres le faisaient en face, en pays étrangers; — une affreuse confusion est née au delà du pont, parmi les nouveaux venus à la vie publique ou pensante, entre tous ceux qui ont souffert et souffrent encore, et qui les uns demandent dignement leur droit, essayant d'y convertir leurs frères, les autres l'exigent, les autres menacent, d'autres allant, dans leur passion, jusqu'à refuser à leurs adversaires ce qu'ils demandent pour eux-mêmes, jusqu'à nier la liberté, jusqu'à blasphémer la Patrie jusqu'à vouloir tout déchirer, — et la Belgique enfin! — de l'œuvre d'il y a cent ans!

Que viennent ici écouter leur voix ceux qui n'ont pas encore voulu les entendre, croyant qu'il suffit de nier le péril pour le

dissiper! Que viennent ici trouver le remède, ceux qui si longtemps, en vain, l'ont cherché! Qu'ils viennent ici, ceux qui s'exaspèrent ou qui désespèrent. C'est le lieu de l'accord et de l'apaisement.

Impossibilité de vivre les uns sans les autres, si l'on veut vivre. Nécessité de se compléter. Ruine certaine et irrémédiable si on désobéit à la fois à l'Histoire, aux lois économiques et à la nature. Ruine d'Anvers et ruine de Bruxelles, et du pays flamand comme du pays wallon. Echec certain, fatal, de toute combinaison européenne qui détruirait notre cohésion. Comme si l'on pouvait couper un corps vivant: et voici son cœur, ses artères! J'aurai beau redire ce grand argument qui est ici, évident, tangible, je ne serai pas écouté. Si folle que soit cette indifférence, rien n'atteste mieux la noblesse d'une cause que l'indifférence à l'argument matériel. Ce n'est pas en nous raisonnant, d'abord, que nous nous entendrons les uns et les autres, c'est d'abord en nous admirant les uns et les autres, et en nous aimant.

Une noble langue, sans cesse affinée, purifiée, qui, la crise passée de cet émondage, retrouvera dans l'élégance toute sa verdure. Une littérature riche en œuvres fortes et qui, dans la poésie d'un Gezelle, a atteint l'accent même de la voix des anges; un théâtre sorti du peuple et le plus artiste de tous; et, grâce à cette langue et à ces œuvres, les perspectives rouvertes, à travers le monde flamand, sur le génie du Nord, à travers ce présent flamand, sur notre plus glorieux passé belge. Incomparable richesse que celle d'une nation qui, grâce à la reviviscence d'un langage trop négligé, participe dorénavant, plus manifestement, de deux génies, recouvre son indépendance intellectuelle et son équilibre, reprend son rôle de truchement des grandes civilisations de l'Europe et tant de possibilités de grandeur! Pourquoi nos carolingiens, et puis Godefroid, et puis Baudouin de Constantinople, pour ne citer qu'eux, avaient-ils dominé tant de royaumes et tant d'armées, fédéré tant de contradictoires efforts, si ce n'est parce que leur vie avait cru en des lieux où se touchent les deux mondes? Non dans un contact humilié, au creux d'un pays où viennent mourir en lèchant le sol, des vagues contraires, mais dans un contact dru et fort, où leurs vigueurs se mélangent en pleine force, s'interpénètrent et se fécondent!... Accueillons ce don avec joie et gloire. Et ne boudons plus à tant de bienfaits!

— Il est trop tard, murmures-tu... Il n'est pas trop tard. Et s'il l'était, en ce lieu-ci, je conserverais ma pleine espérance...

Si, malgré la nécessité, malgré l'histoire et la nature, — mais laissons-là ces arguments, — si malgré l'amitié, malgré le respect, enfin réciproque, et malgré le jeu de cette liberté (qui doit être celle de tous dès qu'est assurée la liberté d'un génie enfin délivré d'entraves); si malgré tout cela devait encore durer dans certains cœurs aigris, un désir, — disons les mots crus, — d'une sécession nationale qui serait pour tous un malheur sans nom; si même tout semblait perdu, je garderais, robuste et vive, ma confiance encore: car le pont de Waelhem se trouve au pied de Saint-Rombaut...

Charles-Quint n'est qu'un jeune enfant. Son père est en Castille

et son grand-père à Vienne. Sa tante Marguerite a commencé pour lui son règne. Il ne fera que la prolonger.

Elle porte en elle la grandeur des traditions bourguignonnes, des princes fastueux qui firent notre unité. Notre unité : total de morceaux vigoureux, vivant chacun de leur propre vie, et d'autant plus attachés à l'ensemble qu'ils sont vivants. Mais comme ils sont menacés à la fois par l'Empire et par la France (Bren pour la France! écrira au sommet d'une de ses épîtres cette femme forte au verbe vert!) Marguerite d'Autriche a d'abord le souci de cette unité. D'instinct, quittant Bruxelles, elle fixe son siège à Malines. Non pour s'amuser seulement avec l'impérial neveu à courre le cerf, — ô bel exercice! — jusque dans les rues de la chère cité, mais pour, à mi-chemin de Bruxelles et d'Anvers, au point central de cette route-capitale qui doit demeurer ce qu'elle est, placer le siège du droit régulateur. Dominant le bouquet des eaux convergentes mais séparatrices, la tour de Saint-Rombaut : fléau de la balance!

Elle sait bien, cette mainteneuse, comme les assembleurs ses pères, qu'il n'est point d'unité sans justice commune, sans commun recours. Le grand conseil itinérant de Charles le Hardy, — prudent Téméraire, — elle le fixera solidement près d'elle. Et y viendront siéger, des extrémités de l'Etat, les conseillers les plus illustres... C'est ainsi qu'avant ses petits-neveux de 1830, Jérôme de Busleylen, — le sage du Luxembourg, — sous son chapeau rouge et son grand manteau, arriva d'Arlon.

Ce n'était pas assez que la justice eut là son siège, la foi devait l'avoir aussi. Rien n'était achevé sans elle. De là seulement, elle pourrait, d'un rayonnement égal, rayonner partout. L'Eglise belge devait naître, et Marguerite le savait bien. Prudemment, longuement elle prépare les choses, lègue son dessein à ses successeurs, et bientôt, — pour que nulle de nos églises ne puisse glisser dans l'erreur, pour les soustraire à toutes tentations divergentes, pour que, jusque dans leurs prières, les Belges gardent l'unisson, et pour que, par-dessus tout, la foi demeure libre et pure, — c'est à Malines que s'installe, dans l'ample cathédrale qui l'attendait, le Primat de pourpre et d'hermine qui dirigera tout le troupeau.

L'âme belge est ainsi constituée. Elle ne l'eût point été de même, — elle ne l'eût point été du tout, — si le siège primatial avait été fixé à Bruxelles ou bien à Anvers.

Vigilante devant l'hérésie, Citadelle de la vraie foi, Conservatrice de nos mœurs, Mère de toutes nos églises, Malines sera désormais soustraite à l'influence du pouvoir ou de l'or et à l'emprise de l'étranger, notre force spirituelle, notre perpétuel salut, notre élément d'éternité!

Nous avons vécu d'une telle foi, pendant tant de siècles, que cette foi semblait être plus qu'un climat commun : faire partie de notre commune essence... De la trouble Allemagne, pourtant, une tempête s'élevait, confuse, qui allait ébranler le monde, déferler partout, bouleverser les âmes et les nations, purifiant les unes et abaissant les autres, brisant, dispersant, remêlant leurs traditions et leurs pensées. Telles allaient périr, telles surgir nouvelles ou renouvelées, dans des grands cris de dépouillement, de libération, d'orgueil ou de douleur. Pour nous, pétris de Rome, nous ne nous en fussions pas séparés sans mourir. Malines, dans le grand tumulte, allait nous préserver d'une mort que de nobles esprits, chez nous, avides de respirer l'air neuf, appelaient la vie. L'ouragan soufflait, et, paisible, elle nous maintiendrait assemblés.

Par elle, les pires moments passés, nous allions retrouver notre âme intacte, par elle continuer notre intacte fidélité... Elle parle et nous l'écoutons. Elle nous fait signe, nous obéissons. Un jour, au lendemain de l'Union d'Arras, nous sacrifions tous ensemble,

à sa foi, ce que nous croyons être notre liberté! Et aussitôt la récompense : puisque ce jour-là, définitivement, notre nationalité se forme. La religion va l'épanouir.

Tout notre art du grand siècle, devant les puritains, par sa magnificence même, sa nudité, sa couleur et sa joie, est son apologie tout notre folklore en est enluminé! toute notre poésie provient de son ciel, toute notre vie est mêlée d'elle, tous nos sursauts font en son nom.

Malines, au centre, tient le Sud et le Nord dans le même climat religieux, dans la même fraternelle obédience. Elle les empêche de diverger. Elle sait que, perdu pour nous, le Nord est perdu pour Dieu, que, perdu pour nous, le Sud est perdu pour Dieu.

Et par elle, tour à tour, le Nord sauve le Sud de l'erreur et le Sud sauve le Nord. Flux et reflux. Sublime prêté-rendu qui chaque fois, en même temps que la religion, sauve la Patrie. Quelle preuve magnifique de leur conformité! Au XVI^e siècle, la foi des Wallons retient les Flamands au bord de l'abîme. Sous le Directoire, ce sont les Flamands. En 1830, les Wallons encore — c'est Calvin qu'ils chassent avec Frédéric! — Cinquante ans après, la foi des Flamands équilibre dans le pays la révolution douloureuse qui éclate parmi les minets souffrants. Et aujourd'hui, voyez naître en face de tels prêtres qui montrent le poing, l'action religieuse, dégagée de toute polémique, du clergé wallon, des jeunes gens wallons, — ô Monseigneur Picard! — qui donnent avant tout, l'exemple de l'amour...

Grand mouvement alterné. Malines y préside, Malines en est le centre et le pivot. Puis-je désespérer de la communauté belge et de la Belgique, quand je sens Malines — si forte et si douce, — veiller près de moi?

* * *

... La nuit achevait de tomber. Les restes du jour flottaient dans le ciel.

La Nèthe, détendue, s'abandonnait au flot qui l'avait cherchée, glissait à la mer.

Le bourg ne vivait plus que par quelques fenêtres éclairées, — et par les autos d'Anvers et de Bruxelles qui, se saluant de leurs feux baissés et rallumés, se croisaient toujours.

Le fort reposait, réduit à l'ombre et au silence, appuyant au sol, entre des flaques d'eau, son grand corps blessé, ses gazons tout pétris de morts.

Le pavé tout droit maintenant. Des lumières, un faubourg, un pont, l'asphalte luisant qui s'échappe à droite. Déjà Malines.

Je m'enfonçai dans la longue rue : façades blanchâtres, pignons étagés, impasses, placettes, églises, bouts de canal. Des cloches.

Soudain, au sortir d'un défilé noir, et au seuil d'une place éclairée, la Tour.

La Tour d'un seul jet, grande ombre dans l'ombre. Mon regard levé la perdit dans la nuit... A tâtons, je trouvais une porte et entraï dans l'immense église, où mon pas sonna, s'éteignit. Seul, dans un silence odorant, à peine éclairé par deux lampes.

Je m'avançai jusqu'au seuil du chœur, d'où j'explorai la haute obscurité. Les grands vitraux luisaient encore par mille endroits, des verres lisses dont on rapiéça, après les bombardements, leur or et leur pourpre... Aux voûtes, des restes d'encens, comme des musiques, s'évanouissaient parmi des reflets.

Le Sacristain? — Non, je connais bien le chemin, je viens très souvent... Laissez-moi! — Je montai les marches du chœur.

Que m'importaient, ce soir, les grands tombeaux de gloire, les cardinaux des siècles d'or, leurs titres, leurs splendeurs, leur noble mouvement sur leur lit de marbre, — même Granvelle, dernier Bourguignon...

J'allais vers l'humble croix de cuivre : quelques centimètres

croisés, clouée sur une planche grise auprès des stalles, au bord du chœur, — où dans tous les jours décisifs de ma vie ou de ma pensée, je suis venu me mettre à genoux.

Je revois ma première rencontre avec ce Vivant. Un jour de mon enfance, quand il vint chez mon père, au pied d'une autre cathédrale, voir passer une procession d'or. Elancé, ferme et doux, — qu'il me semblait jeune! — sa soutane était encore noire... Tout son visage, quand il parlait, riait comme au ciel.

Je le revois dans ce Louvain où il accueillit ma jeunesse, — si humain, si divin, — mêlant avec tant d'allégresse amicale, dans son « cours » solide et ailé, la science du corps et celle de l'âme : connaissance de l'homme orienté vers Dieu.

Je le revois, jeune archevêque, rapide en son automobile, moderne, hardi, tout en audace évangélique, tout en amitié pour ceux-là même qui auraient cru d'abord, vivant loin de sa foi, ne pas pouvoir l'aimer, si simple et familier parmi les grands problèmes que sa présence ennoblissait, éclairait ou faisait surgir, — parmi les « Nova » et les « Vetera ».

Je le revois au bord d'une mer houleuse, un jour d'été, là-bas, en France. Il revenait du Conclave et se pressait vers son pays, pour retrouver le troupeau meurtri, la cité meurtrie, toute la Patrie qui attendait son retour. Je ne perdrai jamais le souvenir de ce visage inquiet et doux, tendu vers la mer...

Je le revois à Rome dans les jours tragiques. Mes mains dans les siennes, il me raconte lentement sa résistance à l'ennemi, — ou plutôt non : celle de ce peuple qu'il aime et comprend, et auquel, le front levé, il rend témoignage. Avec quel frémissement il parle de son unanimité. Mot magnifique! Il en est l'âme... A Rome, encore, le lendemain, à Saint-Agnès de la voie Nomentane, de ses mains gantées de rouge et comme sanglantes de tout notre sang, bénissant de béchants agneaux.

Et puis ici, dans la victoire et l'inquiète paix, son si haut et pieux sourire, son constant rappel du péril commun, ses avertissements sans nombre, sa foi dans ce peuple et son Dieu... Et sa main qui me bénissait...

De ce tombeau où je me penche monte sa force et sa douceur, et cette voix claire, cette voix de tête que j'entendrai toujours, toujours, haute et flexible, et qui s'amplifiait, quand, au sommet de son enseignement ou de sa vigilance, sûr de la réponse divine, il appelait Dieu à notre secours.

Que Malines nous sauve, — et notre Patrie autant que nos âmes, — peux-tu le nier? Souviens-toi de tel jour auquel tu ne penses qu'avec honte... Léopold II venait de mourir. Les « Petits belgistes » qu'il méprisait tant prenaient leur revanche, et tous, les jeunes comme les vieux, inconscients de notre devoir, nous laissions passer sans la combattre, cette vague de critiques, de soupçons, d'hypocrisies, de ragots, — ce soulagement des médiocres. Soudain, cette voix, cette voix qui monte d'ici, qui domine toutes les autres et les fait rentrer dans les gorges, dans les parties basses des âmes, — mieux : qui les dissipe, en purifie l'air. Elle dit la grandeur d'un Roi qui doit être jugé en Roi, qui a tout donné, passionnément et patiemment pour la grandeur de son pays, accepté tout pour elle, jusqu'à la désaffection d'un peuple aux horizons encore trop étroits. Elle rend à tous le sens du respect, de la justice, de la reconnaissance nationale. Elle appelle les bénédictions de Dieu sur celui qui libéra les esclaves et qui ouvrit, — plus qu'un comptoir aux marchands de cuivre et d'ivoire, — un empire à Dieu. Elle apprend à ceux qui la méconnaissent, la réalité de la Patrie et ses raisons sublimes de vouloir croître et durer. Et pour mieux démontrer la conformité des devoirs envers cette Patrie et son Dieu, il crée ce mot de « piété patriotique » qui les attache, insépa-

rables. Sans ce grand cri, crois-tu que 1914 eût été ce qu'il fut? Crois-tu que nous aurions aimé, compris, servi de même notre Belgique? Et crois-tu que nous aurions résisté, sans fléchissement ni lassitude, sans trouble, sans doute, sans découragement, sans faiblesse même d'un instant, si, inlassable et tenant mieux nos volontés par nos âmes, du haut de Malines il n'avait veillé?

Malines enseigne et Malines veille. Malines peut commander aussi. Si un Mercier, disant la vérité, restitue à beaucoup de ceux qui la méconnaissent la notion de la Belgique, son successeur condamnerait ceux qui veulent la briser. On ne peut être à la fois de son troupeau et de leur troupe. Comment pourrait-on douter de ce choix?

Comment pourrait-on en douter, surtout quand on sait et on voit quel lieu d'unanimité est Malines. Comme les eaux et les chemins, y convergent des millions d'âmes qui veulent vivre de la même foi, et qui s'y rencontrent et s'y reconnaissent. Sans Malines peut-être, malgré tout ce qui les rapproche en dehors de cette foi, elles s'ignorerait toujours.

Dans cette cathédrale où je suis seul, sur un tombeau dans le silence j'ai vu se presser aux soirs du dernier août, mieux que les grands et les dignitaires, la foule drue de mon pays. La cathédrale était trop petite, la foule déferlait au dehors, sur toutes les places et dans toutes les rues, d'où la nef émergeait, comme portée, — vaisseau sur la mer — par un peuple entier. La foule immense, incommensurable d'un peuple, — et non de deux peuples, — accouru pour prier. La foule tendre, mouvante, chantante, sous la rafale du gros bourdon. Non pas la foule des expositions et des fêtes, déjà lassée d'un trop long jour, non pas la foule des soirs de lutte, lorsqu'on s'affronte du regard et qu'en chacun on craint un ennemi, non pas la foule partisane qui confond, à cause des mots, la religion et la politique, mais la foule baignée de Dieu, où, en flamand et en français, deux cent mille Belges confondus prononçaient la même prière.

Il y avait pourtant là des jeunes hommes que j'avais vu prêts aux pires combats; des prêtres dont je m'étais demandé souvent s'ils savaient encore ce qu'était, — mot usé mais si chaud encore, — la charité chrétienne; des chefs hier tout proches de la haine. Et ils se côtoyaient, se touchaient, se mêlaient, — s'aimaient puisqu'ils aimaient la même chose... Et des cœurs se fondaient, qui n'avaient point pensé pouvoir désarmer, et la piété wallonne, si pure et désintéressée, émerveillait la piété flamande qui tout d'abord n'y pouvait croire. Et de part et d'autre, obscurément, on se disait : Est-il possible que nous étant ainsi rencontrés, reconnus dans ce lieu béni, nous puissions refuser ailleurs de nous comprendre? Et, incessant, dans sa robe rouge, d'assemblée française en assemblée flamande, le nouveau « cardinal », celui qui parle si peu mais si juste, répétait à ces foules le thème sauveur, celui seul qui pouvait maintenir groupées des âmes hier demi-révoltées, demi-séparées, et ainsi sauver le pays avec sa foi : le thème de la religion pour la religion, de l'unanimité en Dieu, le reste venant par surcroît...

J'avais amené là pour voir ce spectacle, un noble incroyant qui désespérait la veille. Il me disait, ému aux larmes : y a-t-il un devoir plus national pour ceux qui croient, que de travailler, — religieusement, — à cette unanimité? Celle-ci retrouvée, comme tout est facile!...

Ainsi se renouvelait, se prolongeait, s'amplifiait surtout, devant cette tombe, la méditation commencée à l'aube, quand j'étais parti pour cerner, par l'eau et par l'air, le pont de Waelhem, avant d'aller y retrouver de jeunes ombres, écouter leur conseil... Et il me semblait les voir maintenant, dans l'obscur lumière, se profiler près de moi, à genoux comme moi devant la petite

Croix faite de clous de cuivre, le bonnet à la main, le fusil déposé, fumant, sur la pierre, et le front baissé : Mon Dieu, disaient-ils, dans cette vaste église où plus d'un parmi nous se traîna, mourant, et d'où nous venait, pâle et pressé, au jour de Waelhem, l'incessant tocsin saccadé qui tenait nos âmes tendues, près de cette croix où viennent prier Anvers et Bruxelles, répondez-nous, répondez-nous ! La Patrie que nous avons refaite, toujours précaire, menacée toujours, mais unie, — après tant d'oublis, sommes-nous sûrs qu'elle vivra encore cent ans ?

Le premier coup de 9 heures sonna. Le bruit de clefs du sacristain se rapprocha de la porte. Je dus y descendre en courant. Le bonhomme avait éteint les deux lampes. C'est de la pleine obscurité, que je sortis sur la vaste place, claire de lune et de cent lumières, et de cette clarté si légère qui flotte sous les étoiles, aux derniers soirs d'été. Je respirai, surpris, cherchant ma voiture au pied de la Tour où j'en vis dix autres, la trouvai, y sautai, mis prestement le moteur en marche.

— Halte-là ! me dit un passant, levant le doigt avec bonhomie.

— Hé quoi ? dis-je en me penchant, comme le dernier coup de 9 heures tombait de là-haut.

— « Beiaard Concert », dit-il, le doigt maintenant levé vers la Tour.

Je vis seulement alors les maisons ouvertes et les terrasses pleines, les gens assis qui attendaient les uns arrivés des villes voisines, les autres tête nue, ayant desservi la table, rangé le buffet, fermé la boutique, et attendant à la fenêtre que le concert de carillon, — le dernier de la saison, — commençât. Et quand je m'installai sur mon marche-pied, au coin de la rue, résigné à rester là une heure, je vis dans cette rue et dans d'autres, au long des murs blancs, des auditeurs assis sur des chaises ou des marches, au bord du trottoir ou à même le pavé, tous le visage levé comme s'ils attendaient une pluie heureuse. Le silence se fit à l'instant, total, comme à un mystérieux signe, et une note menue préluda, puis un trille élargi en chant.

Un chant d'une inouïe légèreté où sautaient hardies et fragiles, des notes de cristal et de feu, un chant aérien, né de l'air, retournant à l'air, trouvant dans cette clarté miraculeuse de la nuit, sur les toits, dans les cours profondes et les jardins cachés, sa résonance, un chant fait d'étoiles filantes et de gouttes d'eau, qui pleuvait, — c'était bien cela, — sur les âmes dures, sur les visages cuits, et qui tournait et revenait, avec des parties invisibles et des échos profonds, qui s'égrenait (un mot juste encore !) éclatait en bulles d'air brillant, puis recommençait de s'épandre, tour à tour vapeur et averse, universel rafraîchissement !

Puis brusquement, sans transition, descendant d'un étage, il s'amplifiait en accents plus graves, colorés de cuivre et de noir, qui affirmaient, frappaient, arrachaient l'âme des cloches plus lourdes dont le bronze retentissait, si bien que chacune était entourée d'une vibration, et qu'une douce puissance emportait dans le firmament les balbutiements, les pleurs et les rires, et que, quand les gouttes tombaient, elles semblaient avoir traversé un orage. On eût tendu les mains pour les recueillir... Mais déjà tout repartait dans l'espace, tournoyant autour du sommet, semblait s'épanouir en s'évanouissant.

J'admirais la solidité formidable, devant moi, de cette tour, s'arrachant du pavé par une volonté calme, et que de là-haut s'envolaient non des aigles noirs mais des clairs oiseaux, et mon regard suivit les arêtes hautes, dans leur jet puissant. La clarté de la place noirissait encore cette face obscure devant laquelle j'étais assis. Mais quand l'œil atteignit les toits de la nef, il fut entraîné brusquement plus haut... Dès là, tout en cette tour était clair, lumineux, léger... Baignée par le soir et la lune, elle était déjà

elle-même un chant. Vue d'où j'étais, sa hauteur donnait une sorte de vertige heureux. On sentait qu'elle n'avait, dans son jaillissement droit et pur, consenti à s'arrêter que dans le ciel, où les constellations lui feraient auréole, et où elle pourrait, par des soirs comme celui-ci, librement chanter, ayant emporté vers son chant, dans son chant, toute la ville et toute la campagne, tous nos doutes et toutes nos misères, tout notre silence souffrant, toute la musique inexprimée des cœurs obscurs ou douloureux.

Ce chant de la tour, — il ne s'arrêtait point, ne semblait s'éteindre que pour repartir en fontaines, fusées, rondes, galops, vols de tourterelles ou d'anges, — ce n'était pas seulement la joie d'un soir inexprimable, d'une ville en fête, de mille cœurs déliés de leur peine ou de leur chant ; c'était la poésie des siècles naïfs, des siècles d'amour et d'amitié, du beau passé de nos Pays-Bas catholiques ; c'était plus que le carillon de Malines : celui de Bruges et celui de Gand, celui de Mons, celui de Tournai, celui de Nivelles : tout le passé du peuple des beffrois qui, à ses tours et à leur chant, reconnaissait sa communauté ; c'était plus qu'une espérance pour tous les pays, au sud et au nord, qui ensemble, les fenêtres ouvertes les unes vis-à-vis des autres, l'écoutaient, en cet instant, du fond de la nuit ; c'était la Grâce même de Dieu qui, sur le vieux Brabant et sur tous les cœurs Belges, pour les féconder, les renouveler et les rajeunir, tombait en bénédictions !

Malines m'apparaissait, ce soir, ce qu'elle est toujours : l'autel de la Grâce. Mais on ne l'éprouve si sensiblement qu'en des jours sacrés. Et celui-ci l'était pour moi. Un de ces jours où l'on a médité, mieux que d'autres, sur l'instinct du peuple, la leçon du sol, le « sens du pays », le travail lent et profond des siècles, et où l'on s'aperçoit soudain, dans une illumination, que tout cet immense effort pour façonner sans cesse, ressusciter ou maintenir, a été accompli en réalité par la collaboration de l'homme et de Dieu. Incomparable garantie de jeunesse et de durée !

Au milieu de la route maîtresse, au cœur de ma Patrie, il n'y a pas seulement un pont qui relie entre elles toutes nos terres et toutes nos pensées, au point de rencontre de nos sources et de la mer. Il y a Dieu qui est présent. Il a marqué ce lieu de son sceau et c'est lui surtout qui nous tient ensemble. Sans lui que seraient nos forces unies, nos nécessités et nos volontés (dont il tient compte, pour nous sauver, selon notre effort) ? Rien. Moins que ces musiques jointes sur un clavier par le poing dur des carillonneurs, dispersées dans l'éther nocturne, déjà dissipées...

Elles s'épuisaient là-haut dans une dernière vocalise, si élançante, si amincie, qu'elle alla se briser au ciel. Le silence s'était comme creusé, pour ne rien perdre de cette haute ascension et de ce soupir... Et tout était fini qu'il durait encore, immense, suspendu, nul n'osant bouger ni parler, et chacun retenant son souffle. Il fallut qu'une première lumière sur la place s'éteignît, pour que la foule se relevât, secouât le charme... Une vraie goutte d'eau tomba sur mon front...

Des autos démarrèrent. Une grande lampe à arc cligna, disparut. La ruelle-sans-fin se vida. Des portes claquèrent. Une jeune fille blonde passa, portant sur son visage, tout ce qui restait de leur.

La Tour demeurait.

PIERRE NOTHOMB.

AVIS IMPORTANT

Il ne sera plus donné suite aux demandes d'envoi d'exemplaires de la « Revue catholique des Idées et des Faits » non accompagnées du coût des numéros demandés.

La controverse sur le monopole des œuvres sociales.

Le point de vue de la Ligue Nationale des Travailleurs Chrétiens.

Les *Dossiers de l'Action catholique* ont fait paraître en janvier et février, deux articles où j'avais exposé dans quel sens il fallait comprendre, à mon avis, le monopole des œuvres sociales ouvrières.

Ces articles avaient été écrits pour mettre au point certaines erreurs publiées par une série de journaux de province, appartenant à la fraction du parti catholique dite « conservatrice ».

Le mercredi, 4 mars, la Fédération des Cercles catholiques mettait à son ordre du jour, « le monopole des œuvres sociales » et M. Crokaert faisait rapport sur la question.

Je n'ai pas assisté à la réunion de la Fédération des Cercles et je n'ai pas reçu le compte rendu officiel des discussions. J'ai comme source de renseignements les rapports des journaux et tout spécialement les comptes rendus de la *Libre Belgique* et du *XX^e Siècle*. Ces comptes rendus diffèrent notablement quant aux termes dont le rapporteur se serait servi pour exposer ses idées.

D'après le *XX^e Siècle*, le rapporteur a été sans doute très catégorique dans ses affirmations, mais pondéré dans ses expressions. La *Libre Belgique* par contre a donné un compte rendu rageur, visant de toute évidence à faire des attaques personnelles blessantes.

Jusqu'à plus ample information, je veux croire que le compte rendu de la *Libre Belgique* est tendancieux. Je ne connais pas M. Crokaert, mais je suis persuadé qu'il est trop intelligent et de trop bonne éducation pour avoir dit ce que le correspondant de la *Libre Belgique* lui a fait dire; il est évident qu'un homme moins habile et moins fin lettré que M. Crokaert, a rédigé ce rapport.

Sans doute les réunions de la Fédération des Cercles sont peu suivies, on s'y sent en famille, mais les assistants forment une élite dont la qualité compense la quantité et devant laquelle tout homme de bon sens mesure ses paroles.

J'en suis donc réduit à faire la critique interne pour dégager les points principaux du discours de M. Crokaert et pour établir les affirmations qui permettent de chercher exactement ce qu'il reproche à la Ligue des Travailleurs chrétiens et ce qu'il n'a point compris, ou voulu comprendre, dans les *Dossiers de l'Action catholique*.

Deux affirmations nous font entrer dans le cœur du débat :

1^o Jamais la Fédération des Cercles n'acceptera la prétention exorbitante de la Ligue des travailleurs chrétiens, qui veut accaparer à son profit, au profit de ses idées et de ses hommes politiques, le monopole exclusif des œuvres ouvrières sociales catholiques;

2^o La Fédération des Cercles est prête à entrer sur ce sujet, en pourparlers avec la Ligue des Travailleurs chrétiens.

A première vue, il semble que ces deux affirmations soient inconciliables. M. le représentant R. Debryne a écrit, avec beaucoup de raison, qu'il était inutile d'entrer en pourparlers avec des gens dont on déclare, avant toute discussion, ne pouvoir d'aucune façon accepter les idées.

Mais à la réflexion, on comprend mieux pourquoi M. Segers a laissé une porte ouverte à des pourparlers éventuels. En effet, la Ligue des Travailleurs chrétiens n'a jamais exigé le monopole des œuvres sociales ouvrières, mais dans une Revue, destinée à des dirigeants d'œuvres sociales, nous avions examiné la situation sociale du pays; nous avons estimé que pour le bien général du catholicisme en Belgique il serait utile d'empêcher que les catholiques n'agissent en ordre dispersé, qu'il fallait une discipline dans les œuvres catholiques et, dans ce but, nous avons proposé à tous les catholiques de réunir les personnalités appartenant à toutes les fractions du parti catholique et d'étudier ensemble les moyens d'arriver à un accord social. Nous avons exprimé notre point de vue en écrivant, qu'à notre avis, il fallait réserver à la L. T. C., dans des conditions à déterminer, l'apostolat dans la classe ouvrière par les œuvres sociales chrétiennes.

* * *

Sans préjuger des conclusions que pourrait avoir éventuellement l'examen fait entre dirigeants catholiques, je suis heureux de pouvoir établir le point de vue de la L. T. C. et les raisons qui militent en sa faveur.

Et d'abord, que faut-il entendre par œuvres sociales ouvrières? Ce sont des groupements organisés d'ouvriers catholiques, qui, sous la direction de chefs choisis par eux-mêmes, suivant les principes de la religion catholique, s'efforcent de réaliser le relèvement économique, intellectuel, moral et social de la classe ouvrière.

Elles se distinguent des œuvres de charité proprement dites, basées sur l'intervention généreuse de personnes fortunées qui tâchent, par leurs aumônes, de venir en aide aux misères de la classe ouvrière.

L'aumône sera toujours nécessaire pour soulager la misère; mais la misère doit de toute évidence, rester une exception. S'il existe dans une communauté, une partie de la population qui doit compter normalement sur l'aumône pour faire face aux premières nécessités de la vie, c'est une preuve que cette communauté est mal organisée et qu'il existe un déséquilibre intolérable entre les situations respectives des diverses catégories de citoyens qui forment cette communauté.

Les catholiques belges l'ont parfaitement compris et depuis longtemps ils ont créé des œuvres sociales qui s'efforcent de donner à la classe ouvrière, dans la société, une situation plus conforme à leur dignité. Comprises dans ce sens, les œuvres sociales ouvrières s'inspirent des plus nobles sentiments de la charité fraternelle. Etant donné que tous les catholiques ont l'obligation de s'intéresser à leurs frères malheureux, surtout lorsque ce malheur a pour cause une injustice sociale, il est évident que tous les catholiques ont non seulement le droit, mais le devoir de s'intéresser aux œuvres sociales. Aucune personnalité et aucun groupe, ne peut exiger le monopole en cette matière.

Pour décider de la façon dont il faut créer ou diriger les œuvres sociales, pour fixer les méthodes à suivre, il ne peut y avoir qu'une seule règle : l'intérêt de la classe ouvrière, en fonction du bien commun et l'intérêt supérieur des âmes.

Jusqu'ici, je crois que nous sommes parfaitement d'accord avec tous les catholiques. Mais les difficultés commencent quand il s'agit de s'entendre sur les méthodes.

Il existe une première méthode qui a été adoptée à l'origine du mouvement catholique social en Belgique et qui semble avoir encore la préférence de la Fédération des Cercles. Chaque catholique bien pensant, préoccupé des intérêts ouvriers, prenait l'initiative de fonder dans sa commune ou dans sa région, l'œuvre qu'il jugeait d'après ses préférences et d'après les circonstances, la plus utile ou la plus nécessaire. Ces œuvres étaient, en règle générale, dirigées par un catholique ou un groupe de catholiques, n'appartenant pas à la classe ouvrière — ou par un prêtre. La forme d'organisation et les statuts variaient de commune à commune et parfois dans la même ville deux ou trois organisations catholiques s'occupaient du même objet, en suivant les idées personnelles de leurs dirigeants. Sauf de rares exceptions, la direction de ces œuvres restait entre les mains de leur fondateur et les ouvriers étaient uniquement appelés à profiter des avantages accordés. Les dirigeants n'entendaient nullement se soumettre à une autorité ouvrière, mais ils voulaient par charité chrétienne prendre la direction d'une œuvre dont ils assumaient la responsabilité. En prenant cette initiative, ces personnalités catholiques faisaient usage d'un droit incontestable, il serait injuste de nier la somme de dévouement dont elles ont fait preuve. Mais il n'en est pas moins vrai que les résultats de cette méthode, n'ont pas répondu à l'attente de ceux qui ont cru devoir la suivre. Les faits sont plus forts que toutes les théories, or c'est un fait incontestable que la grande majorité de la population ouvrière belge s'est tournée vers le socialisme. Il ne suffit point de dire que les socialistes ont trompé les ouvriers, qu'ils ont abusé de la situation misérable dans laquelle ils se trouvaient pour leur faire entrevoir un âge d'or, réalisé grâce aux organisations socialistes.

Cette explication est trop simpliste et il faudrait encore démontrer pourquoi les ouvriers se sont laissés si facilement et si longtemps tromper et pourquoi ils n'ont pas écouté plus volontiers les catholiques qui les détournaient du socialisme. N'oublions point qu'en 1885, date de la fondation du parti socialiste belge, les circonstances étaient extrêmement favorables pour l'action sociale des catholiques; leur situation politique après les élections de 1884 était des plus fortes, ils étaient dirigés par des hommes

conseil? Quelle sera sa situation vis-à-vis des organisations qu'il aura déconseillées, de leurs dirigeants, de leurs membres? Le clergé devra assister impuissant à une lutte fratricide et sera forcé de refuser son concours à des œuvres sociales dont il a un besoin pressant pour soutenir son action religieuse.

* * *

Nous concluons :

Il est de l'intérêt de tous les catholiques, sans distinction de classe, que les œuvres ouvrières catholiques soient groupées dans de grandes organisations nationales, bien dirigées, présentant toutes les garanties au point de vue religieux et social. Il est contraire à l'intérêt catholique de disperser les efforts dans des œuvres isolées. C'est dans ce sens que nous demandons pour les organisations centralisées, le monopole des œuvres ouvrières catholiques, non point par une prétention exorbitante de vouloir être seuls à faire le bien et d'empêcher tous ceux qui n'appartiennent pas au cadre de la démocratie chrétienne de s'occuper encore de la classe ouvrière, mais parce qu'il est raisonnable et nécessaire d'avoir une discipline dans les œuvres catholiques, parce que seule une organisation systématique peut faire assurer cette action chrétienne sur la masse ouvrière, dont tous les catholiques sont préoccupés à juste titre.

* * *

Le problème du monopole des œuvres ouvrières chrétiennes, est posé devant l'opinion catholique. Il faut le résoudre, non par un coup de force, mais par un accord librement consenti entre les catholiques belges. Il existe un terrain d'entente sur lequel tous les catholiques peuvent parfaitement s'entendre malgré les divergences d'opinions et la distinction des classes sociales, c'est celui du maintien de la foi catholique au sein de la population ouvrière. Tous veulent atteindre ce but; dès lors pourquoi ne pourrait-on examiner loyalement entre catholiques, appartenant à des tendances diverses, les meilleures méthodes d'action? Il suffirait de faire appel à certaines personnalités catholiques, représentatives d'organisations sociales, de les charger de faire un examen objectif de la situation et de rédiger un avant-projet. Nous sommes persuadés que cette proposition rencontrera un accueil favorable, car tous les catholiques ont intérêt à sortir de l'équivoque. La question ne se pose pas seulement au sujet d'organisations ouvrières, mais également d'organisations d'agriculteurs, de classes moyennes, de patrons catholiques. Dans les professions libérales, on a soulevé à maintes reprises le problème d'associations professionnelles à caractère franchement catholique. Cet avant-projet serait soumis à l'étude des diverses organisations en cause et nous avons assez confiance dans le bon sens et la générosité des catholiques pour être certains qu'ils trouveront une solution équitable, basée sur l'unité des organisations sociales, puisqu'en dehors de cette unité, il ne peut y avoir que dispersion de forces, luttes regrettables et affaiblissement de l'action sociale catholique.

Sans doute, la L. T. C. pourrait suivre un autre procédé : celui qui consiste à accepter la lutte et à donner à ses organisations une force si vivante et des moyens d'action si puissants, que toutes les œuvres ouvrières se trouvant en dehors d'elle, seraient nécessairement vouées à l'impuissance et à la lente disparition.

Mais nous estimons que la Ligue ne pourrait adopter ce procédé, qu'à la condition d'y être acculée, par l'intransigeance irréductible des catholiques traditionnels. En effet, les luttes entre catholiques ont toujours un caractère pénible. La lutte se terminerait évidemment à l'avantage de la L. T. C., mais elle aurait pour conséquence d'exclure des catholiques dévoués, de toute intervention dans ces œuvres qui auraient grandi sans leur soutien et malgré eux. Il en résulterait un antagonisme entre les œuvres sociales ouvrières et un groupe d'intellectuels catholiques.

J'espère qu'il ne faudra pas en arriver à cette extrémité. Même dans l'hypothèse — que je m'obstine à trouver invraisemblable — que M. Crokaert ait réellement fait son rapport dans les termes cités par la *Libre Belgique*, je suis persuadé qu'un grand nombre de membres de la Fédération des Cercles auront une compréhension assez saine des situations réelles, pour ne pas suivre le rapporteur.

LOUIS COLENS.
Conseiller moral de la
Ligue nationale des Travailleurs chrétiens.

Le « Gog » de Giovanni Papini⁽¹⁾

II

Gog est un personnage dans le genre de Zadig et de Candide, ou encore de Rica et d'Usbek, des *Lettres persanes*, mais il est bien original et tout à fait moderne. Si je le rapproche des fictions de Voltaire et de Montesquieu, c'est que j'augure qu'il aura un jour la même célébrité. Comment, d'ailleurs, ne pas se souvenir de Candide et de son souper avec les six rois détrônés, quand on voit Gog reçu à Doorn par Guillaume II, qui lui présente cinq rois sans royaumes, dont un roi de théâtre et un fou qui s'imagine être souverain? Quand ils ont fini leurs doléances sur l'ingratitude de leurs peuples, l'empereur confie à Gog son impression : « En vérité, celui qui a le plus l'air et l'allure d'un roi est notre fameux acteur tragique. La poésie, comme a dit Goethe, serait-elle plus vraie que la vérité? »

Les voyages de Zadig et de Candide, leurs rencontres de personnages, dont le ridicule ressort d'autant plus vivement qu'ils se prennent plus au sérieux, sont des traits qui se retrouvent chez Gog. Mais Voltaire y mêle beaucoup d'enfantilages; il compose des romans suivis et sacrifie souvent la satire au profit de l'enjouement du conte. Gog n'est pas un roman; il se rapproche du genre des *Lettres persanes*, si du moins on fait abstraction de l'intrigue de harem que Montesquieu, par égard pour la frivolité de son siècle, a insérée dans la critique de la société française de son temps.

En somme, Papini, dans une série d'essais facilement détachables, mais ramenés à l'unité par le caractère fortement tranché de son héros, a donné la grosse part à la satire. Et cette satire n'est pas seulement dirigée contre les idées et les mœurs; elle s'attaque hardiment à des hommes illustres, encore vivants pour la plupart, et cités par leur nom. Il ne s'agit plus de Ménippe ni de Cydias comme dans *La Bruyère*, ni de Cléon ou de Babouin comme dans les *Libres Penseurs*, de Veuillot. Et il ne faudra ni « clefs », ni efforts de divination pour savoir de qui l'auteur « se paie la tête ». Wells et Bernard Shaw, Ford et Edison, Einstein et Freud sont là devant nous, en chair et en os; ils parlent, ce sont bien leurs idées favorites, leurs ambitions, leurs déceptions aussi, mais poussées jusqu'aux conclusions logiques qu'ils devraient en tirer. Et ces conclusions les condamnent, même quand Gog les approuve. Mgr Picard le remarquait finement : « Les approbations de Gog sont parfois plus terribles et plus accablantes que ses condamnations. » Quant à Papini, il n'intervient plus, il regarde avec nous ses personnages, il les écoute sans protester. Quelle force dans ce silence! Quelle confiance dans son art! Jamais auteur n'a fait crédit à l'intelligence du lecteur à ce point-là. Tant pis pour ceux qui ne comprennent pas; on tâchera de leur expliquer...

Voyez Gog chez Einstein. C'est un morceau de haute comédie et, cependant, à peine une charge. Pas une parole du célèbre savant qui soit en contradiction avec son système. Je gage même que certains enthousiastes de la relativité trouveront admirable cette quintessence si simple d'une doctrine énigmatique. Ils se demanderont où se trouve la satire, tant ils sont eux-mêmes convaincus de la conclusion. *Qualcosa si muove*. C'est bien cela, « quelque chose se meut », dernière et unique certitude de ces physiciens qui ignorent la métaphysique.

Il a suffi de montrer leur théorie dans sa complète nudité, dégagée de son appareil de formules mathématiques; elle apparaît d'une

(1) Voir la *Revue catholique* du 6 mars.

maigre ridicule. Comment se défendre d'un rire... métaphysique devant cette montagne qui accouche d'une souris? Ne déflorons pas le morceau en le mutilant. Nous en donnons ci-après la traduction intégrale.

Ailleurs, Gog s'en prend aux idées modernes. On a lu ici, dans la « Semaine » du 27 février, les abominables réponses à l'enquête de M. Foster G. Speaight sur l'accroissement de la population du globe. Papini, dans un de ses chapitres les plus vivants, a mis en scène ces sinistres bienfaiteurs de l'humanité, qui préconisent tout simplement la suppression des faibles et des incapables. Ils ont fondé la FOM, la ligue occulte des *Friends of Mankind*, les Amis de l'Humanité, dont le but est tout à fait désintéressé : « Elle se propose d'accélérer rationnellement la disparition des moins dignes de vivre. » Sans doute, il y a les calamités naturelles qui suppriment bon nombre d'hommes, et les guerres, les automobiles, le commerce des stupéfiants et les suicides. Mais toutes ces « providences » sont insuffisantes.

De plus, « s'il est nécessaire de désencombrer la terre, il est juste d'éliminer, avant tout, les êtres inutiles ou dangereux, ou ceux qui ont déjà vécu suffisamment. Le tremblement de terre et le choléra sont aveugles : nous avons des yeux et de bons yeux ».

Et le représentant de la FOM continue à exposer sur ce ton à Gog, qu'il espère gagner à sa cause, le but humanitaire de l'association secrète et les moyens de l'atteindre.

La satire est poussée à son comble quand notre homme explique comment l'activité tanatophile de la ligue se double d'une action moralisatrice. Et Gog de conclure en toute logique : « Qui est libre — comme je le suis — de tout préjugé moral ou religieux, ne peut s'opposer sérieusement à une telle dialectique. »

Heureusement, ajouterons-nous, il y a dans le monde pas mal de gens illogiques, mais, si la vérité religieuse et morale continue à baisser, combien de temps cela durera-t-il?

Tous les chapitres de Gog ne sont pas de la même force. Il semble que l'auteur ait voulu entrecouper de quelques intermèdes comiques la série de tableaux qui montrent l'humanité sous son jour le plus cru et le plus odieux. Ses représentations d'artistes ultra-modernes à la recherche de la nouveauté, de l'inouï, de l'inexprimé — en poésie, en musique, en architecture — sont des cocasseries amusantes, qui ne font qu'exagérer les principes des plus récentes écoles de dadaïsme, de futurisme ou de surréalisme. Parodies brèves qui, dans leur genre, valent bien la « harangue de Maître Janofus de Bragmaro faite à Gargantua pour recouvrir les cloches », ou « la cérémonie d'un homme qu'on fait médecin », dans le *Malade imaginaire*. Gros rire d'un indépendant qui ne « gobe » pas toutes les nouveautés de son temps, fussent-elles aussi achalandées que la « poésie pure ».

Un des travers caractéristiques de notre époque — tout à fait inconnu celui-ci aux siècles de solide pensée et de juste hiérarchie des valeurs — est l'exaltation de l'enfant précoce.

A ce propos, Gog note dans son journal ses observations personnelles, qui ne manquent pas de piquant. Reconnaissons-le, l'engouement de notre société pour les génies infantiles, comme pour l'art nègre et la littérature des primitifs, est un signe trop manifeste de dégénérescence pour ne pas prêter le flanc à la satire des esprits robustes qui ont quelque connaissance de l'histoire des littératures. Ici, évidemment, le personnage de Gog n'est que le porte-parole de Papini, dont le bon sens s'insurge contre une débilitante maladie contemporaine, où il voit à juste titre le symptôme d'une capitulation générale de l'intelligence, de l'autorité et de l'expérience devant le triomphe de l'instinct. Sans doute, cette faiblesse est plus américaine qu'européenne, et il n'est pas inutile de remarquer que ces réflexions de Gog sont datées de New-York. Mais chez nous aussi, la croisade en faveur de l'émancipation des

jeunes « génies » a ses apôtres et ses flatteurs, qui reçoivent leur salaire dans les acclamations dont ce petit monde les enivre.

Mais laissons la parole à Gog :

« Il fut un temps, raconte-t-on, où les vieillards gouvernaient. Monopole du culte et du pouvoir-gérontocratie. En tout, ce sont les gosses qui dominent. Ils donnent à notre civilisation sa couleur et sa direction. Nous sommes au pouvoir des mineurs.

« Il suffit de regarder autour de soi. Les goûts de l'enfance sont devenus ceux de la masse. A commencer par la littérature. Le plus grand succès de ces derniers temps, en France, est le *Diable au corps*, de Radiguet, écrit par un adolescent; et en Angleterre, *The young Visitors*, de Daisy Ashford, composé par une fillette de neuf ans.

« Comment donc, aujourd'hui, le genre littéraire le plus fécond et le plus rémunérateur est-il le roman, dont, durant tant de siècles, le monde s'est passé? C'est que les hommes sont redevenus des enfants et veulent qu'on leur raconte des histoires. Entre les contes de nourrice et les romans, par exemple, de Branch Cabell ou de Garnett, il n'y a, au fond, qu'une différence de noms. Le surréalisme et le dadaïsme remettent en honneur l'incohérent balbutiement de l'enfance.

« En peinture, les plus modernes dessinent comme des enfants; ils sont revenus au synthétisme ingénu et grossier des figures qu'on ne trouvait autrefois que dans les cahiers d'école ou sur les murs des latrines. Le douanier Rousseau, si admiré aujourd'hui, est quelqu'un qui imagine et colorie comme un enfant de dix ou douze ans.

« Même évolution dans les distractions. Les anciens Grecs trouvaient leur jouissance dans la tragédie, qui demandait, pour être goûtée, de la réflexion et de la culture. Aujourd'hui, non seulement les jeunes gens mais les hommes et les femmes de tout âge se précipitent au cinéma — qui n'est autre chose, au fond, que l'antique lanterne magique, délice des bambins d'autrefois, perfectionnée. Aucun effort intellectuel n'est exigé des amateurs de films. Le propre de l'adulte, l'intelligence, est mis au rancart. Tous les divertissements recherchés aujourd'hui sont plus visuels que spirituels, et donc enfantins ».

Et pour couronner le tout :

« Cet infantilisme progressif se retrouve enfin dans la philosophie. A la raison, à la dialectique — qualité et force de l'homme fait — se substituent toujours davantage l'extérieur, l'inconscient, l'intuitif, en somme l'irrationnel, propre de l'esprit puéril ».

Les derniers mots de ce chapitre suggestifs ont une résonance dont la gravité tranche sur le dilettantisme habituel de Gog :

« Il me vient à l'esprit que le mot de *prêtre* vient de *presbyter* et veut dire *vieillard*. La civilisation moderne, avec sa tendance à l'hégémonie des impubères, serait-elle donc l'antithèse du sacerdoce? »

Il est temps que j'arrête mes citations. Tout le livre y passerait ou, du moins, pour être précis, les trois quarts du livre. A vrai dire, j'en laisserais tomber un quart. Non pas que ce quart soit sans valeur, mais il est formé d'entremets aux herbes amères, de mixtures hétéroclites à la sauce piquante, et la belle ordonnance des grands services s'en trouve un peu dérangée. Mais quand le menu est chargé à ce point de rôtis solides et succulents, on peut sans inconvénient laisser passer quelques plats.

PAUL HALFLANTS.

Visite chez Einstein

Berlin, 30 avril.

Einstein s'est résigné à me recevoir parce que je lui avais fait connaître que je souscrirais 100,000 marks, entre ses mains seulement, pour l'Université de Jérusalem (Mont Scopus).

Je l'ai trouvé en train de jouer du violon (il a, de fait, une vraie tête de musicien). A ma vue, il déposa l'archet et commença à m'interroger.

— Vous êtes mathématicien ?

— Non.

— Vous êtes physicien ?

— Non.

— Vous êtes astronome ?

— Non.

— Vous êtes ingénieur ?

— Non.

— Vous êtes philosophe ?

— Non.

— Vous êtes musicien ?

— Non.

— Vous êtes journaliste ?

— Non.

— Vous êtes Israélite ?

— Non plus.

— Et alors, pourquoi désirez-vous tant me parler ? Et pourquoi cette belle générosité en faveur de l'Université hébraïque de Palestine ?

— Je suis un ignorant qui désire s'instruire et mon don n'est qu'un prétexte pour être admis à vous entendre.

Einstein me perfora de ses yeux noirs d'artiste et parut réfléchir.

— Je vous suis reconnaissant de votre offrande et de la confiance que vous avez en moi. Mais vous devriez convenir qu'il est presque impossible de vous dire quoi que ce soit de mes études si, comme vous dites, vous ne connaissez ni les mathématiques, ni la physique. Je suis habitué à procéder avec des formules qui sont incompréhensibles pour les non-initiés — et même parmi les initiés, très rares sont ceux qui ont réussi à les comprendre parfaitement. Vous voudrez donc m'excuser...

— Je ne puis croire, répondis-je, qu'un homme de génie ne réussisse pas à s'exprimer en termes de tous les jours. Et mon ignorance n'est pas à ce point dépourvue d'intuition...

— Votre modestie, reprit Einstein, et votre bonne volonté méritent que je fasse violence à mes habitudes. Si quelque point vous paraît obscur, je m'en excuse dès à présent. Je ne vous parlerai pas des deux relativités que j'ai formulées : c'est un vieux sujet que vous pouvez trouver dans cent livres. Je vous indiquerai plutôt la direction actuelle de ma pensée.

« Par nature, je suis ennemi des dualités. Deux phénomènes ou deux concepts qui semblent opposés ou différents me choquent. Mon intelligence a un but suprême : supprimer les diversités. Par là je suis fidèle à l'esprit de la science qui, depuis le temps des Grecs, a toujours tendu vers l'unité. Dans la vie et dans l'art, observez bien, c'est la même chose. L'amour tend à faire de deux personnes un seul être. La poésie, avec l'usage perpétuel de la métaphore qui assimile des objets différents, présuppose l'identité de toutes choses.

» Dans les sciences, ce processus d'identification a fait des pas de géant. L'astronomie, depuis les temps de Galilée et de Newton, est devenue une partie de la physique. Riemann, le vrai créateur de la géométrie non-euclidienne, a réduit la géométrie classique à la physique; les recherches de Nernst et de Max Born ont fait de la chimie un chapitre de la physique et, puisque Loeb a réduit

la biologie à des faits chimiques, il est facile d'en déduire que la biologie aussi n'est, au fond, qu'un paragraphe de la physique. Mais dans la physique existaient, jusque il y a peu de temps, des données qui semblaient irréductibles, des couples distincts d'entités ou de phénomènes collectifs. Par exemple le temps et l'espace; la masse inerte et la masse pesante, c'est-à-dire sujette à la gravitation; les phénomènes électriques et les phénomènes magnétiques, à leur tour différents de ceux de la lumière. Au cours de ces dernières années, ces couples se sont évanouis et ces distinctions ont été supprimées. Non seulement, comme vous vous le rappelez, j'ai démontré que l'espace absolu et le temps universel n'ont aucun sens, mais j'ai conclu qu'espace et temps sont des aspects indissolubles d'une seule réalité. Depuis longtemps, Faraday avait établi l'unité des phénomènes électriques et des phénomènes magnétiques et, dans la suite, les expériences de Maxwell et de Lorenz ont assimilé la lumière à l'électromagnétisme. Ne restent donc en face l'un de l'autre, dans la physique moderne, que deux champs : le champ de la gravitation et le champ électromagnétique. Mais j'ai réussi, finalement, à démontrer qu'eux aussi sont deux faces d'une réalité unique. C'est ma dernière découverte : « La théorie du champ unitaire. » Dorénavant espace, temps, matière, énergie, lumière, électricité, inertie, gravitation ne sont que noms divers d'une même et homogène activité. Toutes les sciences se réduisent à la physique, et la physique peut être réduite maintenant à une seule formule. Cette formule, traduite en langage ordinaire, dirait à peu près ceci : *Quelque chose se meut*. Ces trois mots sont la synthèse ultime de la pensée humaine. »

Einstein devait se rendre compte, à l'expression de mon visage, de ma stupeur.

— Vous vous étonnez, reprit-il, de l'apparente simplicité de ce résultat suprême ? Des milliers d'années de recherches et de théories, pour aboutir à une conclusion qui semble un lieu commun de la plus vulgaire expérience ? Je reconnais que tous les torts ne sont pas de votre côté. Et pourtant l'effort de synthèse de tant de génies de la science se résout en ceci et en rien de plus : *Quelque chose se meut*. Au commencement, dit saint Jean, était le Verbe. Au commencement, riposte Goethe, était l'Action. Je conclus, moi : Au commencement et à la fin, est le Mouvement. Nous ne savons ni ne pouvons dire davantage. Si le dernier fruit de la science humaine vous paraît une sorbe fort commune, la faute n'en est pas à moi. A force d'unifier, il faut bien obtenir quelque chose d'incroyablement simple.

Je compris qu'Einstein n'en dirait pas plus long. Il se sentait peu porté, évidemment, à confier les secrets authentiques de la science à un étranger, à un profane. Puisque je n'étais pas assez ingénu pour croire que cette formule banale est en réalité le point d'arrivée de trois siècles de pensée. Mais je ne voulus pas me montrer exigeant ni plus longtemps indiscret. Je souscrivis les 100,000 marks promis et, avec tous les égards, je pris congé du célèbre découvreur de la Relativité.

GIOVANNI PAPINI.

(1) Traduit de l'italien par P. H.)

Conférences CARDINAL MERCIER

La prochaine séance aura lieu le mardi 24 mars, à 5 heures (Salle Patria).

Le comte APPONYI

Sujet :

Pour la Hongrie

Le théâtre de François de Curel d'après M. Bellessort (1)

M. Bellessort a eu la bonne fortune de passer quelques jours, en 1924, dans le splendide domaine seigneurial et forestier de François de Curel, en Lorraine, aux environs de Sarrebrück, et le distingué professeur a emporté de sa visite un souvenir d'admiration durablement reconnaissante qui ne demande qu'à s'épancher. Curel descend des Croisés. Curel était un richissime terrien resté, à septante ans, un Nemrod intrépide, familier des fauves, grand abatteur de cerfs dont le bramement lui était la plus belle musique. Curel était un génie, le seul auteur dramatique contemporain au sujet duquel on puisse prononcer ce nom.

Si nous nous bornions à saluer en lui une fière intelligence, un vigoureux réaliste, un pénétrant psychologue, un puissant remueur d'idées, écrivain aussi original que le penseur, dont le style est caractérisé par le relief, un habile dramaturge. Ne lui marchandons pas non plus l'honneur d'avoir, avec Becque et Brieux, le Becque des *Corbeaux*, et le Brieux de la *Robe rouge*, singulièrement élargi le cadre du théâtre contemporain.

Après quelques détails extérieurs, la naissance à Metz en 1854, les études faites à Saint-Clément chez les Jésuites dont Foch aussi fut l'élève, autrement fidèle, semble-t-il, aux principes de ses maîtres, le conférencier a passé directement à l'œuvre de François de Curel. Il l'aurait vivement éclairée, s'il nous avait au préalable disséqué le personnage, analysé cette âme énigmatique, puisqu'il est admis que dans les conflits mis par lui à la scène, il ne prend point parti et ne se définit pas.

Détail intéressant : Curel débute par le roman, et c'est Charles Maurras qui, pressant l'auteur dramatique dans le romancier, lui lança cette apostrophe ironique, à la fin d'un article de critique dédaigneuse : « Au théâtre, au théâtre ! M. de Curel ».

Obéissant à l'invite, en 1889, il écrivit *Sauvé des eaux*, qui fut refusé, le reprit dans *l'Amour brodé*, qui fut un four, le récrivit une troisième fois dans la *Danse devant le miroir*, qui connut le plein succès. La Comédie-Française ni l'Odéon ne l'accueillirent. Le Théâtre libre d'Antoine lui ouvrit ses portes : c'est sur cette scène que furent représentées la plupart des autres pièces, à commencer par *l'Envers d'une sainte*, généralement sans grand succès, si on excepte la *Nouvelle Idole*, *l'Âme en folie*, *Terre inhumaine* qui eurent du retentissement.

Il ne faut pas en être surpris. Le théâtre de Curel est un théâtre à idées, habituellement né d'une réflexion, d'une fantaisie, longtemps couvées, non pas, comme celui de Molière, né de l'observation de la vie. Curel part d'une conception abstraite qu'il cherche à incarner et les personnages qu'il conçoit peu à peu restent longtemps en gestation. Théâtre de solitaire qui rumine ses pensées, transforme en dialogues, en discussions toutes les questions d'ordre social et philosophique dont son esprit est hanté. Rien d'étonnant que ces assauts de théorie aient souvent déconcerté et refroidi les spectateurs. « C'est crevant ! » disait Sarcey de *l'Envers d'une sainte*. Mais il arrive aussi que grâce au prestige dramatique de la pure idée, prenant corps, parviennent à un rare degré d'incandescence. Elles bénéficient aussi de l'actualité qui les faisait vivre à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle.

Le Repas du lion (1897) est, en somme, un grand poème philosophique sur la question sociale. Au fond, c'est l'apologie du capitalisme. Le héros, Jean de Sancy, inconsolable d'avoir, par l'inondation d'une mine qui abîmait sa forêt, fait périr un mineur, jure de se vouer aux humbles, se lance dans l'apostolat oratoire du néo-socialisme chrétien à Paris, puis, détourné par Boissard, son beau-frère, chef d'industrie, revient à Sancy pour diriger la mine. Il conte aux ouvriers l'apologue du lion égorgeant sa proie, s'en repaissant et abandonnant aux chacals les restes du carnage encore copieux. En définitive, ces chacals furent mieux lotis de la sorte que par la répartition communiste de la bête. Ainsi la classe ouvrière est mieux partagée par l'industrie capitaliste qui crée des sources nourricières dont le trop plein l'alimente que par la distribution égalitaire des fortunes. Naturellement, les ouvriers se révoltent.

(1) A propos de la conférence faite par M. A. Bellessort à la tribune des Conférences Cardinal Mercier.

Le conférencier est sorti de l'interprétation par un *distinguo* entre capitalisme et ploutocratie démagogique. Il y a une réserve plus importante à faire. Certes, le capitalisme est créateur de travail et, partant, de profits pour les travailleurs collaborant à la production, mais a-t-il rempli sa mission, a-t-il fait tout son devoir *s'il n'accorde pas la primauté à l'effort humain sur la finance*, s'il ne fait point passer, avant les dividendes et le revenus des titres, avant même les dépenses d'amortissement, le paiement intégral des salaires, les exigences de l'hygiène physique et morale. Revendications légitimes de l'ouvrier d'abord ! Considérations financières ensuite ! Voilà ce que le génie de Curel n'a pas vu ; c'était, d'ailleurs, un génie de gros capitaliste.

* * *

La *Fille sauvage* est l'histoire de l'humanité vouée, par l'inevitable fatalité, à un éternel recommencement.

L'explorateur Paul Moncel, retour d'Afrique, ramène en France une sauvage capturée dans un piège à ours. Il la confie à sa sœur, Supérieure d'un couvent. Baptisée, éduquée, elle veut se faire religieuse. Opposition de Moncel qui la réserve pour la marier au fils du roi des Amaras et veut l'utiliser ensuite pour la propagande française. A l'école de l'ingénieur, qui la prend chez lui, elle se passionne pour la science et s'enivre d'athéisme. Renvoyée malgré elle chez les Amaras, la ci-devant sauvage, armée de science, saturée de haine contre la religion catholique, devient une reine barbare, tyrannique, elle persécutera des missionnaires, jusqu'à se délecter du martyre d'un vieillard.

M. de Curel nous a lui-même livré la clef de la pièce dans cette tirade de Moncel : « Tu es la plus frappante image de l'humanité qui se puisse concevoir. Tout individu, pendant le cours de son existence, reproduit avec des coupures et des raccourcis, celle de son espèce. Toi, tu n'ometts aucun détail, tu parcours toutes les étapes, l'itinéraire est complet ». Et encore ce passage : « Les sociétés s'évertuent (à l'image de Sisyphé) à pousser vers le ciel une charge vacillante composée d'Idéal et de Foi. Arrive l'heure fatale où la Foi dégringole, et l'Humanité, éternelle pénitente à la façon de Sisyphé, retourne la chercher au plus profond de ses instincts ».

Est-ce que François Curel pose ici le problème de nos origines ? Est-ce la thèse du déterminisme évolutionniste de Taine, de Renan et le dramaturge défend ? Fortunat Strowski s'est élevé contre cette interprétation. D'après lui, l'auteur ne prend pas parti. Il met en conflit des personnages avec des idées, la lutte qui en surgit l'intéresse, le passionne et c'est cet émoi qu'il veut communiquer. Il faut reconnaître que dans la *Fille sauvage*, aucune contradiction n'est donnée à la thèse du fatalisme plus inadmissible encore que celle du progrès indéfini. Que devient là-dedans la Providence, régulatrice de nos destinées ? Que devient la liberté humaine ?

* * *

La *Nouvelle Idole* fait le procès de la Science ou plutôt du scientisme. Elle renferme un cas de conscience d'une émotion tragique et la philosophie qui s'en dégage approche cette fois de la vérité. C'est le chef-d'œuvre du théâtre de Curel.

Le docteur Albert Donnat, grand savant, passionné pour la recherche scientifique, expérimente hardiment un serum pour guérir le cancer. Le parquet s'en émeut. Il a inoculé le virus de la terrible maladie à une jeune religieuse, Antoinette, parvenue au dernier stade de la phthisis et dont il attend infailliblement la mort. Elle guérit par miracle, par l'eau de Lourdes, et reste condamnée à mort par l'inoculation que lui a faite le docteur... assassin ! Parfaitement consciente, elle accepte avec joie, une joie sublime, d'aider à la découverte qui sauvera des milliers d'existences. « Elle livre sa vie en gros, au lieu de la donner en détail. » Donnat de son côté, renonce au suicide par le revolver, il s'inocule le mal qui le tuera lentement, effroyablement. Mais il surveillera les deux agonies. Il se sacrifie à un grand idéal. Il meurt comme s'il croyait en Dieu. Comme les nénéphars immergés tendent, à les rompre, leurs tiges vers le soleil, Donnat l'affirme : il faut qu'il y ait un soleil, une Vérité suprême, absolue vers laquelle montent les élans passionnés des savants, sous le rayonnement de laquelle leurs intelligences s'épanouissent un jour.

Nous reproduisons ici, en partie, une des plus belles scènes de ce drame (acte II, sc. v), où Albert Donnat, le docteur, est amené

à faire sa profession de foi philosophique devant son disciple Maurice.

« ALBERT

«... Il arrive un moment où il faut lever la tête et regarder autour de soi, sans cela notre besogne, si intelligente qu'on la suppose, ne nous élève vraiment pas assez au-dessus du bœuf qui labouré, indéfiniment résigné, le même sillon. Tenez, je n'admets pas qu'on puisse être un savant, un grand, — non pas l'homme qui sait beaucoup de choses et peut n'être qu'un vulgaire pignouf, mais celui qui possède l'esprit scientifique, ce don sublime! — eh bien, je n'admets pas qu'on puisse être un grand savant et ne pas jeter quelquefois vers le ciel un regard d'angoisse en y cherchant Dieu.

» MAURICE

» Alors je ne suis pas un savant.

» ALBERT

» Si, vous l'êtes!... Et jamais, jamais, cette question de l'Infini ne vous tourmente?

» MAURICE

» Pour moi, elle est résolue. Pour vous aussi, d'ailleurs. Vous m'avez dit avoir tenu trop d'âmes sur la pointe de votre scalpel pour accorder la moindre créance aux hypothèses du spiritualisme.

» ALBERT

» Le jour où j'ai dit cela, je ne parlais pas en savant!

» MAURICE

» Encore une fois, quelle est cette rage de vouloir obliger les savants à s'occuper d'un problème qui n'a pas de données?

» ALBERT

» Pas de données!... Mais qu'est-ce que ce sentiment d'éternité qui imprègne toute ma nature, au point que je ne puis pas penser à l'objet le plus vulgaire, une table par exemple, sans que ce terme comprenne toutes les tables qui sont ici, toutes celles qui existent, ont existé, existeront?... Je nomme un objet : le voilà pourvu de caractères impérissables. Et mon esprit qui fait cela, mon esprit qui revêt d'immortalité tout ce qu'il effleure, serait seul voué au néant! Allons donc! Le néant!... Pouvez-vous y penser sans frémir?... Oh! ne dites pas que oui!... On croit cela de loin!... Je connais la gloire. J'ai eu des heures de triomphe telles que si, dans ma jeunesse, on me les avait annoncées, je me serais écrié : « Après cela, je pourrai mourir!... ». Eh bien! j'ai eu cela, et je ne veux pas mourir! Il m'est arrivé il n'y a pas longtemps, je vous dirai comment, de me poser le canon d'un revolver sur la tempe, avec la résolution d'en finir. Je sais jusqu'où peut aller l'horreur du néant! Voyons, nous sommes l'un et l'autre bien pénétrés du grand principe de la science moderne, qu'à toute fonction correspond un objet qui lui est adapté. L'œil implique l'existence de la lumière, le poumon l'existence d'une atmosphère respirable. Soyons logiques : ce formidable besoin de survivre qui émane du jeu de nos organes suppose forcément une survie. Pauvre roseau pensant, dont les racines s'enfoncent désespérément à la recherche d'un sol éternel, de quel droit vous, darwiniste convaincu, lui refusez-vous l'éternité?... Ma raison, ma raison de savant proteste... Et puis, quand elle approuverait... Ma raison!... Ce qu'elle me montre le mieux, c'est la profondeur des ténébres où nos regards se perdent... Heureusement elle n'est pas mon seul moyen d'investigation. J'ai une imagination, j'ai un cœur, mon être est relié au monde par toute une trame frissonnante qui peut me renseigner mieux que ma raison. Dans la vie, est-ce elle qui vous conduit aux vérités les plus précieuses? Est-ce elle qui vous montre le bonheur dans le regard d'une femme? Les grands mots qui gouvernent tout : la gloire, l'honneur, est-ce la raison qui les souffle à notre oreille? Pasteur n'était pas un savant vulgaire, j'imagine; pourtant sa raison s'inclinait devant sa foi. Pourquoi voulez-vous que la mienne, parce que je ne crois pas en Dieu, se déclare satisfaite? Trouvez-vous que sans Dieu l'énigme du monde soit simplifiée? Moi, pas. Et alors le problème vient m'assaillir de tant de manières! Ainsi, au mois de mai dernier, pendant le séjour que j'ai fait dans ma propriété du Dauphiné, j'allais souvent m'asseoir au bord d'un étang ordinairement couvert de superbes nénuphars blancs. Cette année, à cause de la fonte des neiges qui a été tardive, le niveau d'eau est resté longtemps très élevé et les nénuphars, dont la tige est relativement courte et qui ne poussent que sur les bas-fonds, ne parvenaient pas à percer. On voyait sur une mince couche d'eau, des centaines de boutons à couture blanche, pareils

à de petites têtes au bout de longs cous tendus, oh! mais tendus à se rompre! Tous les jours les tiges s'allongeaient, mais s'effilaient en même temps. Je voyais mes plantés à la limite de l'effort. Leur désir de vivre avait quelque chose d'héroïque. Je disais au soleil qui les attirait : « Soleil, triompheras-tu?... Et puis je voyais l'eau qui ne diminuait pas assez vite et je tremblais : « Ils n'arriveront pas! Demain, je les verrai morts sur la vase... ». A la fin, le soleil a triomphé. Avant mon départ, toutes les belles fleurs de cire s'étaient sur l'eau. Voyez-vous, mon petit, devant cela, je n'ai pu me défendre de réfléchir. Vous, moi, tous les chercheurs, nous sommes de petites têtes noyées sous un lac d'ignorance et nous tendons le cou avec une touchante unanimité vers une lumière passionnément voulue. Sous quel soleil s'épanouiront nos intelligences lorsqu'elles arriveront au jour?... Il faut qu'il y ait un soleil! »

* * *

Plusieurs pièces de Curel roulent sur la passion de l'amour où il se plaît à découvrir l'égoïsme foncier, d'après lui, survivance de l'« animalité ancestrale ». Il a piètre opinion de la sincérité de ceux qui disent s'aimer. La *Danse devant le miroir* est d'une philosophie amère jusqu'à la férocité. Elle lui fut suggérée par le jeu de deux ballerines dansant l'une devant l'autre et séparées par un miroir sans glace. Leurs mouvements réciproques se rythmaient si parfaitement qu'elles donnaient l'illusion d'une seule et unique danseuse jusqu'à ce que finalement le couple se dédoublât.

C'est l'image de la comédie de l'amour. La femme qui veut ravir un soupirant lui sert la femme de ses rêves, pendant que le soupirant la fascine en se modelant sur les thèmes qu'elle a suggérés. « Devant celui qu'on aime, on contemple son propre idéal qu'un être, jaloux de vous plaire, vous offre plus ou moins bien imité. Lorsque l'accord des deux amants est parfait, chacun d'eux se voit dans un miroir, se prend pour l'autre et se contemple avec ivresse sans s'apercevoir qu'il est seul. » Alors les poètes disent que les deux sont fondus l'un dans l'autre et... c'est une duperie. Chacun s'aime soi-même dans son soi-disant double. Pour arracher un peu de tendresse à l'égoïsme de chacun des amants, la nature offre à son adoration, sous un déguisement, quoi? lui-même!

M. Bellessort trouve à juste titre que la nature n'est pas si subtile horlogère, que Curel subtilise et raffine à l'excès.

* * *

Le conférencier a terminé sa leçon par l'évocation de la *Comédie du génie*, composée en Suisse pendant la guerre. Il est tenté d'y voir une autobiographie, bien que Curel s'en défende dans l'*Historique* de cette pièce de cent quatre-vingts pages, à peu près injouable. M. Bellessort y sent palpiter l'âpre désir de se survivre, la peur du néant, l'aspiration à l'immortalité détournée du ciel et ramenée vers la terre. Le protagoniste, Félix, qui serait le double de Curel, tremble pour la destinée de son œuvre, il veut que les autres en jouissent longtemps après sa mort, car l'enfant de sa chair lui tient moins à cœur que les filles de son imagination. Et, même, si j'ai bien entendu, rien, ne compte à ses yeux auprès de l'immortalité de la gloire posthume réservée au génie. L'enthousiasme des vivants, l'adoration de ceux qui viendront après nous! « Quoi de plus touchant que ce rendez-vous donné sur la tombe à la tendresse des peuples! »

Faut-il être chrétien? Ne suffit-il pas d'être spiritualiste pour se tenir ce langage: Même au prix du génie, je n'en veux pas de cette chimère. Quoi? Travailler, peiner, souffrir dans l'espoir incertain qu'un jour, les hommes, à notre insu, feront un peu de bruit autour de notre nom! Paradis en peinture, vaine fumée, pur néant!

J. SCHYRGENS.

« LE RAYON DE VÉRITÉ » vient de publier son numéro de Pâques.

Il est entièrement consacré au DEVOIR PASCAL, en textes simples et frappants mis à la portée de tous, par Pierre l'Ermite, etc

MM. les curés et les hommes d'œuvres qui désirent des numéros sont priés de s'adresser d'urgence au secrétariat : 17, avenue de Tervueren, Bruxelles.

Le prix reste fixé à 50 francs le mille. Tél. 33.52.26. Compte chèques postaux 2841.47.

Saint Joseph

*Un humble artisan de petite ville.
Sa paume est durcie aux travaux serviles
Du rabot et du polissoir.
A l'œil des puissants rien ne le désigne.
Une maison basse, un arpent de vigne
Et la Thora sainte aux textes insignes
Sont tout son avoir.*

*Mais dans le Livre où, d'un stylet de flamme,
Un Archange écrit l'histoire des âmes
Son nom éclate radieux.
C'est un fils de roi sous la robe fruste,
Sans actes d'éclat ni miracle, un Juste,
Dans l'ombre caché, mais dans l'ombre auguste
Du Verbe de Dieu!*

*Un saint dépourvu de sceptre et de mitre,
Dont l'histoire tient en un bref chapitre,
— Trois mots simples comme le ciel —
Dans ce siècle fou qui hurle ou déclame,
— Jazz et cinéma, records et réclames —
Comment s'y prend-il pour attirer l'âme
Vers l'essentiel?*

*Aux vagues de bruit et de violence,
Il n'oppose rien que le doux silence
Où son amour parle si fort ;
Le cœur sans détour est seul qui l'écoute,
Le cœur sans orgueil est le seul qui goûte
La grave beauté qui domina toute
Sa vie et sa mort.*

*Voyez ses dévôts : âmes de droiture,
Probes ouvriers, prêtres que torture
Le salut d'un frère en danger,
Chaste adolescent qui rêve de cimes,
Père obscur, mais plein de bonheur intime,
Et petite Sœur des Pauvres, sublime
Sans même y songer.*

*Et moi qui ne vauz aucun d'eux, poète,
Publicain qui bai sa coulpe, et souhate
De remonter du porche au chœur,
J'ose, illustre Saint en habit de serge,
Gardien de Jésus, époux de la Vierge,
Devant ta statue apporter mon cierge,
Ces vers, et mon cœur.*

CAMILLE MELLOY.

Où en est l'Amérique humido-sèche ?⁽¹⁾

III. — Les difficultés d'exécution.

Que la Prohibition ait engendré la corruption, c'est un fait. « Il suffit de se rapporter aux décisions des tribunaux depuis dix ans, dans toutes les parties du pays, aux cas flagrants de corruption découverts dans des affaires de détournement d'alcool industriel et de fabrication de bière; aux déclarations de l'administration de la Prohibition elle-même relatives aux cas continuels de corruption, dans des services jusqu'alors au-dessus de tout soupçon; aux révélations sur la corruption de la police dans les municipalités petites et grandes; à l'évidence des rapports qui ont été découverts entre certaine politique locale, les gangs, le commerce organisé de boissons prohibées, et d'autre part les tributs levés sur ce commerce pour des fins politiques louches... » N'insistons pas plus que ne le fait le rapport, et à sa suite voyons comment l'application de la législation prohibitionniste a mal débuté, et ce qui s'en est suivi.

* * *

Plusieurs causes expliquent ce mauvais départ.

1. Le dix-huitième Amendement fut proposé et voté pendant une grande guerre. C'est-à-dire « pendant une période d'émotionalisme, où un peuple est toujours plus disposé à faire le sacrifice d'un peu de sa personnalité au profit du renforcement des pouvoirs de la nation... Mais cette générosité est régulièrement suivie d'une réaction contre les abus du pouvoir ainsi accru. Nous avons passé par cette seconde phase. De telle sorte que le dix-huitième Amendement a vu le jour au moment qui était le meilleur pour son adoption, et le moins bon pour son application ».

Ajoutons que cet amendement fut ratifié par « une législature qui n'avait pas été élue après une consultation sur ce sujet, et qui n'était plus la fidèle représentation de tous les éléments de la communauté politique. Qu'en outre, lors de son adoption, une grande partie de la population était en service à l'étranger »...

2. On ne se rendit pas compte, au début, de l'ampleur de la tâche entreprise. Et il ne tarda pas à se révéler que la violation de la loi était beaucoup plus facile, et son application bien plus malaisée, qu'on ne se l'était imaginé.

3. On manquait d'expérience pour assurer l'exécution d'une loi fédérale de cette espèce. Le domaine de la législation pénale fédérale était restreint jusqu'alors; du jour au lendemain, il prit une ampleur énorme, sans qu'on s'y adaptât.

4. On eut le tort de considérer la loi de Prohibition comme une pièce extraordinaire de l'arsenal légal, devant laquelle devaient céder les garanties constitutionnelles. On alla, — et on va encore, — jusqu'à réclamer l'abrogation de l'inviolabilité du domicile, principe fondamental du droit public américain. D'autre part les méthodes brutales, les coups de revolver, les morts violentes aliénèrent les sympathies des partisans de la légalité et de l'ordre.

5. Puis il y eut l'influence déplorable de la politique, qui intervint dès le principe dans le choix du personnel d'exécution et les détails d'opération, — à des fins toutes autres que le souci d'une application honnête de la loi...

6. Ces causes, et d'autres d'ordre plus spécialement administratif et technique, firent que dès le principe, la charge de l'exécution de la loi fut trop lourde pour ceux qui en furent investis. D'autant plus que rien n'était fait pour leur assurer la collaboration du public, au contraire.

* * *

Ces erreurs initiales étaient d'autant plus fâcheuses que les difficultés naturelles étaient déjà suffisamment nombreuses et importantes pour qu'il ne fallut pas les augmenter.

Difficultés d'ordre géographique : surveillance de près de 20,000 kilomètres de côtes le long de l'Atlantique, du golfe du Mexique et du Pacifique; près de 5,000 kilomètres de frontière le long des grands lacs; et 6,000 kilomètres de frontières terrestres.

(1) Voir la *Revue Catholique* des 27 février et 6 mars.

A l'intérieur, pays immense plein de coins et de recoins propices pour ceux qui veulent se livrer à une industrie défendue.

Difficultés d'ordre politique : complexité extrême du problème consistant à faire appliquer par les organes exécutifs du pouvoir fédéral et de chacun des Etats, une mesure d'ordre général exigeant une sérieuse coopération, sous peine de compromettre le succès de toute tentative d'exécution. Et en regard de cette collaboration souhaitable, la traditionnelle méfiance de l'Etat vis-à-vis du pouvoir central, ou pire encore, l'hostilité ouverte de l'opinion publique, dans certains Etats, contre la Prohibition et tout ce qui y touche.

L'opinion publique! Principal obstacle à l'application des mesures prohibitionnistes.

« Dès le principe, dit le rapport, notre gouvernement fut un gouvernement d'opinion publique. Pour nous, la législation doit refléter l'opinion publique; ce n'est pas à celle-ci à se conformer à la loi... C'est pourquoi il y a un grave inconvénient à posséder dans les livres une loi nationale, régnant en théorie tout le pays et proclamant une politique pour tout ce pays, — alors qu'en fait dans beaucoup de centres importants l'opinion publique ne se soumet pas à cette loi, et dans d'autres ne permet pas qu'on s'y soumette. Le dommage causé par là à nos institutions légales et politiques doit figurer en contre-partie des gains admis à l'actif de la Prohibition. »

Or il est constant que l'état « de l'opinion publique, certainement dans beaucoup de parties importantes du pays, présente un sérieux obstacle à l'application des lois nationales sur la Prohibition ».

Mais alors on peut se demander comment cette actuelle opinion publique se concilie avec l'attitude d'un peuple qui permit, moins de quinze ans plus tôt, de ratifier ce dix-huitième Amendement à une imposante majorité.

Ce revirement est très explicable.

Le mouvement anti-alcoolique du début fut un mouvement de tempérance. Il visait surtout à l'abolition du commerce des liqueurs, et à la disparition des *saloons*. Dans maints Etats qui avaient déjà instauré la Prohibition chez eux avant l'adoption du dix-huitième Amendement, il était parfaitement permis d'acquiescer librement une certaine dose de liqueurs pour la consommation. Ce fut seulement quand le dix-huitième Amendement fut adopté que l'abstinence totale fut imposée par injonction constitutionnelle à tout le monde, et partout.

Or, faut-il le dire, il y a un monde entre la tempérance et l'abstinence totale ou prohibition absolue. La tempérance cherche à prévenir l'abus; la prohibition ne tolère même pas l'usage.

Lorsque l'originnaire mouvement de tempérance dégénéra en mouvement prohibitionniste, l'objectif immédiat ne demeura pas moins l'abolition du commerce des liqueurs et la suppression des *saloons*. A ce moment les tempérants eurent le choix entre deux alternatives : ou marcher avec les prohibitionnistes contre les *saloons*, ou maintenir les *saloons*. Tout le monde étant d'accord pour reconnaître que le *saloon* devait disparaître, les tempérants optèrent pour la disparition par voie du prohibitionnisme.

« Mais lorsque les mesures votées durent être appliquées, la situation changea. Le *saloon* était aboli, et bien peu désiraient qu'il revivît. Mais la question n'était plus de choisir entre la prohibition et le *saloon*; mais bien de savoir si la prohibition, ou les efforts tentés pour imposer l'abstinence totale et universelle était saine en principe, et représentait le meilleur et le plus efficace moyen de traiter le problème. Sur cette question, il se produisit immédiatement une scission entre les partisans de l'abstinence et ceux de la tempérance... »

« Evidemment, il y eut dès le principe de très honnêtes citoyens qui s'opposèrent au principe même du dix-huitième Amendement. Mais beaucoup, une fois l'amendement voté, l'acceptèrent et l'observèrent. Toutefois, lorsqu'il apparut que les résultats escomptés ne se vérifiaient pas, et que son application entraînait ce qu'ils estimaient des empiétements sur les droits privés, leur opposition s'éleva. Elle se grossit du mécontentement de ceux qui avaient admis la loi pour se débarrasser des *saloons*, mais trouvaient depuis que la loi allait trop loin.

« Il en résulta que depuis le début jusqu'à présent la loi a été de plus en plus privée de ce soutien de l'opinion publique, qui était essentiel pour qu'elle fût observée... »

« De plus, une notable partie de la population s'irrita à voir la Constitution porter une défense en une matière où il n'y avait pas de question morale en jeu. La définition légale de la boisson

enivrante fut jugée inutile et arbitraire... Opinion aggravée dans beaucoup de grandes villes par cette impression que l'autres parties du pays cherchaient à leur imposer une règle de conduite qui les obligeait à modeler la vie urbaine sur des canons provinciaux.

« D'autres causes d'irritation trouvèrent leur source dans la manière dont la loi fut appliquée. » Les rigueurs exercées contre les petits transgresseurs de la loi paraissaient d'autant plus brutales que les grands violateurs de la Constitution étaient peu inquiétés. On s'indignait contre un régime qui permettait aux riches de se procurer à leur guise des liqueurs pures, tandis que les gens de moindres moyens ne pouvaient mettre la main que sur des produits de qualité médiocre, — et parfois mortels. On s'irritait à voir des tribunaux, parfois dans le même district, juger différemment les mêmes délits et leur appliquer des peines disparates.

On se fâcha en outre de voir le Gouvernement percevoir l'impôt sur les revenus provenant, chez des trafiquants avérés, des bénéfices plantureux d'un commerce illégal mais non inquiété.

* * *

Le rapport n'en resté pas là. Il signale les effets funestes de l'intrusion de la Prohibition dans le domaine judiciaire.

Les Cours fédérales, primitivement, connaissaient ordinairement d'affaires graves et importantes. Les lois pénales votées en suite de l'adoption de la loi de Prohibition leur ont donné à connaître des délits commis en violation de cette loi.

Première conséquence : encombrement de ces Cours par suite du nombre considérable d'affaires nouvelles et spéciales qui y sont introduites. C'est à ce point que pour en finir plus vite, le Ministère public conseille aux avocats des délinquants, en matière légère, de plaider coupable quitte à s'en tirer avec une légère amende.

Seconde conséquence : en vertu même de ce système, possibilité encore plus grande de main-mise de la politique — et des protections de tous genres — sur les tribunaux. Il s'ensuit que la crainte de la justice n'est plus qu'un faible frein.

Troisième conséquence : changement dans l'attitude générale observée à l'égard des cours fédérales. « Anaparavant ces juridictions se recommandaient par leur dignité, leur efficacité. La professionnel du crime, à qui il importait peu d'avoir affaire avec les tribunaux de l'Etat, prenait soin de ne pas se faire attirer plus haut, devant les cours fédérales. Depuis que ces cours sont encombrées d'affaires de trafic et de contrebande de boissons prohibées, elles sont astreintes à un véritable travail de tribunal de police; elles en ont perdu leur dignité, et elles sont compromises dans la considération publique. Cette déplorable situation s'aggrave de la présence, dans ces cours et dans leurs environs, d'avocats sans aveu et d'agents d'affaires dont les procédés de mercantils n'ajoutent rien à la gloire de ces institutions.

« Le Ministère public en a pâti autant que les Cours. Les procureurs sont élus trop souvent sous la pression d'organisations prohibitionnistes, comme si rien d'autre ne méritait considération que la Prohibition devant la justice répressive. Leur valeur se juge d'après leur zèle prohibitionniste. Désireux de justifier la confiance qu'on a mise en eux, il n'est pas rare qu'ils se livrent à une conduite pour le moins discutable... »

Les effets de ce régime se font sentir également dans l'exécution des sentences, au point d'amener de véritables scandales. On vit des ordres de destruction de liqueurs et de matériel saisis rester inexécutés comme on vit des commerces illicites prospérer sous la protection de ceux-là qui auraient dû sévir contre lui.

Il en est rejailli du discrédit non seulement sur les Cours fédérales répressives, mais sur la Justice en général. En même temps l'application des lois de Prohibition accroissait considérablement les charges des institutions pénitentiaires. Plus d'un tiers des prisonniers condamnés à un an de prison et davantage le sont en vertu des lois de Prohibition (4,296 sur 12,332 dans les 5 principales prisons, au 30 juin 1930). Sans rien dire du nombre considérable des violateurs de la loi, emprisonnés pour moins d'un an.

* * *

« C'est un truisme de dire qu'aucune loi n'est rigoureusement appliquée... Mais lorsqu'on se trouve en présence d'une loi pour

laquelle on a tenté de vigoureux efforts d'exécution, et qu'on constate qu'après dix ans, en dépit de nombreuses condamnations, elle est transgressée de plus en plus tandis que l'opinion publique lui est de plus en plus indifférente ou hostile, — on peut se demander si pareille loi, si strictement parler, est applicable... »

Restons en à cette interrogation.

Dans un dernier article, nous verrons ce que le rapport retient à l'actif de la Prohibition, — et quelles sont ses conclusions. On nous permettra d'y ajouter nos remarques personnelles.

CH. DU BUS DE WARNAFFE.

La Société au temps de Napoléon

Le parterre de Rois ⁽¹⁾

Pendant l'année 1786, le boulanger Couriol, établi à Valence, à l'angle des rues Vernoux et Briffaud, a vu, tous les jours, vers midi, un jeune officier du régiment de La Fère, en garnison dans la ville, entrer dans son magasin : un pauvre officier, petit, maigre, la peau collant aux os, flottant dans son uniforme râpé, dans ses bottes éculées : d'ailleurs si taciturne, qu'il ne s'arrête jamais à causer. Tous les jours, il prend, sans mot dire, deux petits pâtés qu'il avale rapidement et arrose d'un verre d'eau, et jette sur le comptoir les deux sous que vaut ce repas sommaire. « Un pauvre diable ! », dit Couriol. D'ailleurs, le roi de France ne paie guère ses officiers : celui-là, lieutenant d'artillerie, touche huit cents livres par an, sur lesquelles il lui faut payer son loyer à sa logeuse, la bonne M^{lle} Bon, régler sa pension, pour le dîner, aux Trois-Pigeons, déboursier cinquante écus pour l'uniforme, faire réparer son linge et faire face aux réceptions du corps des officiers. Et cependant ce petit Corse entend mettre de côté pour soutenir sa mère et acheter des livres. C'est pourquoi il a réduit le repas de midi aux deux petits pâtés et au verre d'eau de Couriol. « Si je n'avais que des clients comme celui-là ! doit dire le boulanger ». D'ailleurs, ces Corses sont tous gueux. » Et le lieutenant Napoleone Buonaparte — comme il signe alors — vient de la grande île : un Corse, donc un gueux !

Vingt-deux ans après, le 6 octobre 1808, il y a grand festin à la Cour de Weimar : le tsar de Russie et l'empereur des Français, qui, depuis quelques jours, confèrent, à Erfurt, de la paix du monde, sont venus, de concert, chasser dans les environs de Weimar, dont le petit souverain a organisé une réception sans précédent en Europe. Il y a là les représentants de toute l'Europe, deux empereurs, des rois, des archiducs, et grands-ducs, des princes de tous les sangs, les chanceliers, les ministres, les plénipotentiaires, de grands chefs militaires, maréchaux et feld-maréchaux. Mais il n'a pas été question de mettre tout ce monde-là à la même table. Il sont là tant de princes régnants qu'ils peuvent constituer à eux seuls une belle table : trente têtes couronnées. Au centre, l'empereur des Français préside, ayant en face de lui l'empereur de Russie : parmi les convives, S. M. le roi de Bavière, S. M. le roi de Wurtemberg, S. M. le roi de Saxe, S. M. le roi de Westphalie, et, représentant S. M. le roi de Prusse, son frère S. A. R. le prince Guillaume, et puis une vingtaine de princes régnants : grands-duc de Bade, grand-duc de Wurzburg, grand-duc de Hesse, grand-duc de Francfort, etc. La conversation n'est pas très animée : tous les yeux sont fixés sur l'homme qui tient la place d'honneur, on mende son regard d'un sourire complaisant, on guette ses paroles avec une anxieuse et respectueuse curiosité. Lui cause presque exclusivement avec le tsar Alexandre, qui lui prodigue les hommages. Et soudain, l'empereur des Français, promenant son regard sur ce parterre de rois, dit d'un ton fort naturel et un peu détaché : « A l'époque où j'étais lieutenant d'artillerie... ». Il pensait peut-être à la boulangerie Couriol et à la petite chambre chez M^{lle} Bon.

« Un parterre de rois ! » — le mot fut dit dès cette époque —

(1) Nous devons à la grande obligeance de M. Louis Madelin la publication, dans nos colonnes, du texte de cette belle conférence faite récemment à Paris.

et de rois si humbles devant lui qu'un mauvais plaisant a dit : « Ce n'est pas un parterre, c'est une plate-bande ! » Comment s'est fait ce parterre — ou cette plate-bande — que domine de cent coudées l'ex-lieutenant d'artillerie ? C'est ce que j'ai à vous dire aujourd'hui.

* * *

Cela n'a pas été fait en un jour, mais en neuf ans — ce qui n'est déjà pas beaucoup.

Lorsque, en brumaire an VIII, le général Bonaparte avait saisi le pouvoir, l'Europe, certes, connaissait son nom. L'Italie en avait retenti, en l'an VI de la République, de telle façon que Vienne avait dû se laisser dicter la paix par l'homme qui venait de vaincre ses généraux dans dix rencontres. Mais, porté à la tête de la France, il restait encore — malgré tout — pour l'Europe un illustre inconnu. D'où sortait-il ? Qui était-il ? De quelle conséquence était son avènement ? Durerait-il au delà d'un an ? Depuis huit ans, l'Europe considérait la France comme vouée à l'anarchie jusqu'à ce qu'elle eût rappelé ses rois et si, par des victoires tout à fait imprévues, la République s'était fait redouter après s'être fait haïr, on gardait, de Pétersbourg à Naples et à Madrid, l'impression que cela ne durerait pas : sur un sol irrémédiablement mouvant, ce petit général ne pourrait rien fonder et sombrerait comme avait sombré Robespierre, comme venait de sombrer Barras. D'ailleurs, était-il autre chose qu'un soldat de fortune, un condottiere heureux, « un Corse terroriste nommé Buonaparte » ? C'est ainsi qu'en 1796, vous le savez, on le qualifiait encore. Que le fils du petit avocat d'Ajaccio pût s'élever, un jour, même à un Cromwell, personne ne l'eût pensé.

Cependant de 1800 à 1804, ce « nommé Buonaparte » prenait telle figure que l'Europe se fixait sur la personnalité du « Corse terroriste ». Les chancelleries, forcées de nouveau à la paix, restaient confondues ; cependant, les Cours ne vouyaient pas d'un œil tout à fait défavorable le rétablissement de l'ordre et la résurrection d'une autorité forte en France. La Révolution avait fait peur aux rois. Puisque ceux-ci n'avaient pu la vaincre sur les champs de bataille, ils se résignaient à traiter avec elle et ainsi à la reconnaître ; ils n'étaient donc pas loin de se réjouir à la voir « se faire homme » — suivant une expression courante — dans l'idée que l'ordre européen profiterait de l'avènement d'un dictateur heureux. Tel était le prestige du Consul, qu'on prétendait avoir entendu l'empereur allemand François II s'écrier, en manière de boutade : « Je lui donnerais ma fille ». Mais, en supposant le propos authentique, le chef de la maison d'Autriche eût été assurément stupéfait et horrifié si on lui eût prédit qu'effectivement il serait amené, un jour, non seulement à lui donner sa fille, mais à la lui offrir. En réalité, les princes de l'Europe pouvaient, en 1804, encore redouter à l'extrême ou voir d'un œil favorable l'ascension si rapide de l'homme ; mais il restait en tout cas, pour eux, « Buonaparte », un aventurier de basse naissance qu'on pouvait ménager, mais que — dans l'expression, si j'ose dire, mondaine du mot — on ne pourrait jamais voir. Et Buonaparte lui-même — au moins au lendemain même de Brumaire — n'avait sans doute pas imaginé qu'il pût jamais frayer avec les rois autrement que par l'intermédiaire de son ministre des Relations Extérieures.

C'est qu'à cette époque, un empereur, un roi, un simple prince, c'était bien autre chose qu'aujourd'hui.

Les empereurs, les rois, les princes, nous les avons vus, depuis un siècle, s'effacer dans le crépuscule qui avait enveloppé les dieux. La monarchie n'a pas perdu le respect ni même la sympathie de tous : il s'en faut. Mais, quant au prestige, il s'est dissipé, disons-le, à mesure que, dépouillés du pouvoir réel, les princes en ont pris leur parti et se sont presque mêlés à la foule.

Il en était autrement au début du XIX^e siècle — et surtout à la fin du XVIII^e.

Un jeune Napoleone Buonaparte, lieutenant au régiment de La Fère, peut penser qu'un jour il sera un grand chef de guerre, peut-être même le maître d'un pays, — Corse ou France, — mais roi, mais empereur, certainement non !

Un empereur, un roi ! Pour le lieutenant Buonaparte, c'est en haut d'un Olympe qu'il les aperçoit en 1786.

Il n'y a alors qu'un empereur : l'Empereur tout court, le chef du Saint-Empire romain germanique, qui prétend être à la tête de la Chrétienté et partager avec le pape la suprématie du monde. « Ces deux moitiés de Dieu : le pape et l'empereur. » Cet empereur est un Habsbourg, l'héritier de toutes les grandeurs du passé ;

l'Empire romain, Charlemagne, Frédéric Barberousse, les Césars Hohenstaufen, l'aigle qui, de Rome, est venu planer sur Aix-la-Chapelle, Rat'sbonne, Francfort, s'est fixé à Vienne; Charles-Quint, le souverain sur les Etats duquel le soleil ne se couchait pas. Si ses descendants de Vienne sont à la tête d'un empire moins démesuré, ils restent les suzerains de l'Allemagne entière en même temps que rois de Hongrie et de Bohême. Et le lieutenant Buonaparte a sans doute beaucoup entendu parler de cette Marie-Thérèse, morte en 1780, qui avait sauvé sa couronne et l'avait encore fait briller d'un lustre de plus en la portant par son mariage dans la très ancienne et illustre maison de Lorraine devenue maison de Lorraine-Habsbourg. Que de prestiges!

A côté de ces Habsbourgs, les Romanof paraissent petites gens, et le titre d'empereur qu'on leur donne est presque un abus. Mais enfin le tsar est-il « autocrate de toutes les Russies », et, toutes les Russies, cela va des rives du Niémen, par-dessus l'énorme terre moscovite et la Sibérie, jusqu'au Pacifique — pouvoir absolu exercé despotiquement et mystiquement, domination à laquelle deux grands souverains, Pierre le Grand et Catherine la Grande, ont, aux yeux de l'Europe, donné de la superbe.

Quant aux rois, ils ne sont alors que huit en Europe, mais tous ont leur prestige aussi : ce roi de Prusse, qui, sorti des lointains Hohenzollern de Souabe, tire une gloire récente des exploits et du génie de ce grand Frédéric, qui a tenu l'Europe en respect; ce roi de Suède, descendant des Gustave-Adolphe et des Charles XII qui, de Stockholm, comme le nord; ce roi de Danemark et de Norvège, qui partage avec le Vasa la Scandinavie; ce roi d'Angleterre, qui bénéficie de la puissance britannique en train d'envelopper, des Indes au Canada, le globe terrestre; ce roi d'Espagne, l'« petit-fils à la fois de Charles-Quint et de Louis XIV, qui, de l'Escorial, règne sur presque toutes les Indes occidentales; ce roi de Portugal, le chef de la maison de Bragance, qui partage avec lui l'Amérique du Sud, et jusqu'à ce petit roi des Deux-Siciles, qui, enfermé dans l'extrémité sud de l'Italie, tire tout au moins de son ascendance un orgueil justifié — à défaut d'un grand empire — puisque, sorti des Bourbons d'Espagne, il se recommande, avec eux, de ce même Charles-Quint, de ce même Louis XIV. Que dire du roi de France, le « Roi Très Chrétien », qui, issu de la plus ancienne race, incarne, en 1786 encore, tant de gloire accumulée depuis neuf siècles : le fils de saint Louis, investi d'une sorte de sacerdoce par sa nation, le représentant de la Monarchie des lis dont Dante Alighieri disait déjà que son ombre couvrait la Chrétienté?

* * *

Voilà l'Olympe que, d'en bas, un petit lieutenant Buonaparte a pu entrevoir à travers un nuage lumineux où passent tant d'ombres illustres. De très bas, mais avec un respect hérité de son père, car Charles Buonaparte n'a jamais été un insurgé, bourgeois, il se fût enflé d'orgueil à l'idée que l'un de ses fils pût être prêté au grand-duc de Toscane ou au petit duc de Parme. Et alors, songeons au dîner de Weimar.

Le jeune lieutenant n'est pas plus que son père, de nature, un insurgé; au contraire est-il un discipliné, respectueux de l'autorité, des autorités. Un jour d'août 1792, lui qui n'a jamais vu un roi en voit un : Louis XVI, le roi de France. La populace a envahi les Tuileries et, à travers le jardin, traîne la famille royale à l'Assemblée, d'où elle sera expédiée au Temple, prisonnière; les quolibets et les injures pleuvent sur les malheureux; le petit officier corse, de la terrasse des Feuillants, voit passer l'affreux cortège; le roi Louis chemine placide, souriant machinalement, sans aucune révolte, sous les outrages. Et devant cette autorité vieille de neuf siècles, bafouée, devant cette majesté avilie, le jeune soldat a senti, lui, la révolte gronder, non contre cette canaille qui malmène son prince, mais contre le roi — un tel roi! — qui se laisse malmener; un mot grossier lui jaillit des lèvres, plein de mépris; mais dans ce dégoût il y a encore une manière d'hommage à ce qu'a été le trône, et il pleurerait de rage parce qu'un roi, sous ses yeux, se laisse à ce point abaisser. Plus tard, il dira — étant encore Premier Consul : « Je ne me laisserai pas faire comme Louis XVI... *Je ne souffrirai pas qu'on m'insulte comme un roi* », et à son frère Louis qui, devenu roi de Hollande, lui a écrit que ses nouveaux sujets vantaient sa bonté : « Mon frère, quand on dit d'un roi qu'il est bon, le règne est manqué ».

Il est devenu Premier Consul et bientôt s'est élevé — chef encore d'une République — mais déjà plus haut qu'un roi. Mais

il ne tient pas à aborder les rois : il les a battus, vaincus, réduits à demander la paix et même à solliciter son alliance, mais il ne les abordera que lorsqu'un titre nouveau lui permettra de causer avec eux de plain-pied ou plutôt de les dominer de la tête.

Il n'a pas voulu, il ne veut pas être roi : outre qu'un dernier respect pour la race des Capétiens le détourne de se parer du titre dont il a vu le dernier successeur de saint Louis dépouillé, il s'estime déjà très au-dessus des rois. L'aigle qui, de Rome, je vous le disais, a été ramené par Charlemagne sur Aix-la-Chapelle et, capté par la Germanie, a été finalement fixé sur la Hofburg de Vienne, l'aigle, symbole de la suprématie, n'est plus à sa place nulle part hors de Paris. Il entend bien l'arracher aux Césars d'Allemagne pour s'en emparer. Le Consul ne rêve que de l'Empire. Il se fait empereur et entend aussitôt être reconnu comme tel par « les couronnes ».

L'Europe l'a vu grandir dans les sentiments que je vous ai dits : un mélange de crainte, de haine, d'estime, d'admiration. A Naples règne, alors, sous le nom de son mari, — Bourbon presque imbécile, — une femme au caractère violent, mais à l'intelligence vive, Marie-Caroline, archiduchesse d'Autriche, tante et belle-mère à la fois de l'empereur allemand. Elle a reporté sur le Premier Consul la haine ardente et tenace qu'elle a vouée à la Révolution depuis que sa sœur très aimée, Marie-Antoinette, a été traînée sous les plus ignobles outrages à l'échafaud. Nul, peut-être, n'aura plus détesté ce Bonaparte que cette reine-là. Mais, dès 1802, on l'avait entendue dire que, devant la médiocrité d'esprit et de cœur des princes de l'Europe, — et elle y comprenait certainement son mari, — l'homme des Tuileries, déjà si haut, gagnait encore en hauteur : c'est elle qui rapportait alors à notre ministre à Naples le propos de son gendre de Vienne : « Je lui donnerais ma fille » et, sans l'approuver, elle déclarait le comprendre. Oui, nul n'a jamais tant haï Bonaparte, mais nul ne l'a plus admiré. Elle l'appelait un scélérat, un monstre, un homme abominable, mais le premier homme de son temps, — un homme enfin en face de pygmées. L'empereur allemand lui-même, s'il ne lui eût pas alors donné sa fille, concevait de lui une affreuse peur ayant été deux fois déjà vaincu et dépouillé par lui, ce qui le disposait — pour une heure — à la complaisance. Comment expliquer autrement cette réponse singulière du chancelier autrichien Cobenzel parlant au nom de son empereur : « Il est certain que le nouvel empereur est un collègue dont on ne peut qu'être honoré ? Tous suivirent, sauf le roi d'Angleterre en guerre, le Tsar qui, pour bien d'autres raisons, pensait y entrer, et le roi de Suède, le seul prince européen peut-être qui fût logiquement et violemment *légitimiste*, ennemi enragé de la Révolution, plus ennemi peut-être de ce qu'il appelait l'Usurpation. Et, le Tsar se contentant de garder le silence en fourbissant ses armes, le roi Gustave écrivit à notre ministre une lettre où il lui signifiait qu'il ne tiendra jamais le chef de l'Etat français que comme « Monsieur Napoléon Bonaparte ». « Ce fou de roi de Suède ! » dira Napoléon. Celui-ci est assuré de sa revanche : elle viendra le jour où, battu par la France et discrédité en Suède, Gustave sera renversé et où son successeur, Charles XIV, autre Vasa, son héritier, se tournera vers l'empereur des Français — « Monsieur Napoléon Bonaparte » — en s'écriant : « Qu'il nous donne un de ses rois et la Suède est sauvée ! On lui donnera Bernadotte et Charles XIV trouvera tout de même la chose un peu dure à avaler : « Il est assez ridicule de prendre ce caporal français comme héritier de ma couronne ». Les rois en verront bien d'autres. Quant au Tsar, il ne faudra pas trois ans à Napoléon pour le forcer à le traiter de frère et ami très affectionné.

Cependant, l'Autriche s'est ressaisie : en butte aux sollicitations de l'Angleterre et de la Russie, François II a pensé — un peu tard — que « le collègue », que le sacre de Notre-Dame vient de lui donner, décidément, est un dangereux « collègue », puisqu'il est en train de lui enlever le Saint-Empire; et l'empereur allemand s'est rejeté dans la lice. La lice tient entre Ulm, où Napoléon fait capituler la principale armée de l'Autriche, et Austerlitz, où il écrase, avec les dernières troupes de François II, une partie de ses alliés, les Russes d'Alexandre.

Tandis que, le 2 décembre 1805, au soir, le tsar Alexandre, qui a assisté à la déroute de ses troupes, regagne précipitamment ses Etats et affirmant, d'ailleurs, son admiration croissante pour le génie de son vainqueur, un officier autrichien se présente aux avant-postes, sollicitant pour son impérial maître l'audience de S. M. l'empereur Napoléon. Hier, François, écrivant au Tsar, disait encore « Buonaparte »; aujourd'hui, Austerlitz ayant passé

par là, c'est « S. M. l'empereur Napoléon ». Et il en sera ainsi tout le long de l'Empire. Suivant qu'ils sont sous le coup d'une effroyable défaite ou croient pouvoir relever la tête, pour ces souverains, Napoléon sera toujours, tantôt Buonaparte et tantôt l'Empereur des Français.

Voilà une heure solennelle : pour la première fois, l'ancien lieutenant d'artillerie va se trouver en face d'un des vieux souverains de l'Europe — le plus haut peut-être.

Le 3, François se présente au bivouac d'avant-postes où Napoléon l'a convoqué. Ce long empereur allemand, sa figure blême et sèche rendue plus pâle par son habit blanc, la haute cravate noire et le haut tricorne noir, se présente, inclinant sa haute taille maigre devant ce petit homme aux yeux ardents qui lui tend la main avec une incroyable aisance, une sorte de bonhomie brusque :

— Votre Majesté me force à la recevoir au bivouac.

— Votre Majesté, répond le Habsbourg, y est mieux que dans les plus beaux palais.

Et le fait est qu'il y est à l'aise plus que partout ailleurs, dans son bivouac, le soldat devenu empereur : celui qui n'y est guère à l'aise, c'est le pauvre chef du Saint-Empire, celui qu'on appelle encore « César » et à qui on donne le titre de « Sacrée Majesté ».

« Ce squelette de François II », a écrit Napoléon. Il l'a vite jugé : un digne homme au fond, un peu sot, un peu naïf, très embarrassé de son personnage, un vieux bourgeois de Vienne venant fléchir un créancier redoutable et essayant de garder un sourire contraint, quand il a la mort dans l'âme et la sueur au front. C'est l'autre qui a les allures d'un maître qui sait ce qu'il veut : arracher à cet incapable souverain, toujours battu, l'aigle qui, après Austerlitz, ne peut décidément étendre ses ailes ailleurs que sur les Tuileries.

Ce fut le premier contact du futur gendre avec le futur beau-père. François, qui n'avait jamais imaginé pareille désinvolture à l'égard d'un Habsbourg, en sortit ahuri : le Corse l'avait traité « en collègue », comme avait écrit Cobenzel, mais un collègue à qui on s'apprête à couper les deux bras.

Il se sentait bien haut, maintenant, le « nouveau collègue ». Il avait tenu l'empereur allemand humilié dans son bivouac : il entendait agir en maître qui retire et donne des couronnes. La Cour de Naples s'est prononcée contre nous malgré des serments solennels, la haine de Marie-Caroline ayant été plus forte que la prudence. Un décret impérial — sec comme un coup de tonnerre — paraît : « La dynastie des Bourbons de Naples a cessé de régner ». Et les Français marchent sur Naples ; les souverains s'enfuient en Sicile. Après le décret qui a défait un roi, un second décret en fait un : Joseph Bonaparte est nommé roi de Naples. La distribution des couronnes commence : Napoléon a, de son autorité, fait de l'électeur de Bavière un roi de Bavière ; du duc de Wurtemberg, un roi de Wurtemberg, et tout à l'heure, de l'électeur de Saxe, un roi de Saxe, tandis qu'il remanie l'Allemagne, institue la Confédération du Rhin, dont, sous le titre de protecteur, il devient suzerain. Les nouveaux rois allemands sont des vassaux et des vassaux expressés ; ils donneront de l'argent et des troupes ; les descendants des très anciens Wittelsbach, des très anciens Wurtemberg, qui font remonter bien plus haut que les Habsbourg leur généalogie, vont donner plus : leurs filles. L'une, la Bavaroise, ira à Eugène de Beauharnais, beau-fils de Napoléon ; l'autre, la Wurtembergeoise, à Jérôme, son frère. L'Europe princière commence à allier son sang à celui de la nouvelle dynastie. Est-ce assez ? Non. Joseph — le fils aîné de l'avocat Bonaparte — est maintenant roi de Naples par la grâce de Napoléon : celui-ci va faire roi encore son cadet, Louis, en Hollande, faire roi son dernier frère, Jérôme, en Westphalie. Singuliers rois, d'ailleurs, que l'Empereur régente, morigène et malmène comme des préfets. Tout à l'heure, « S. M. Joseph-Napoléon, roi des Deux-Siciles », demandera, de Naples, « la permission » d'aller passer quelques semaines à Paris — une « permission », comme un lieutenant en demande une à son colonel.

* * *

L'Europe restait éberluée : elle se sentait investie, débordée ; le Tsar, privé de son allié d'Autriche, débauchait le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume avait toujours eu, lui, avec Napoléon Bonaparte, des rapports presque cordiaux : à vrai dire, celui-ci avait payé les bons offices de Berlin de ces « arrondissements en Allemagne », qu'insatiablement la Prusse réclamait ; les petits services rendus par Berlin, on s'en était acquitté par de magnifiques pourboires ; grâce à Napoléon, la Prusse était en voie de passer

de puissance de second rang à celui de grande puissance ; on laissait même à Frédéric-Guillaume l'espoir d'une couronne impériale ; c'est que Napoléon, admirateur sans réserve du génie de Frédéric le Grand, faisait bénéficier ses petits-neveux de ce prestige du génie, autrement grand à ses yeux que celui de la naissance. Et voilà que, trahissant une alliance consentie, trompant, d'ailleurs, Napoléon par de larmoyantes protestations d'amitié, la Prusse armait et se jetait sur nous en Allemagne. Vous savez qu'elle n'alla pas loin et qu'après quatre jours de campagne, en Saxe deux terribles défaites à Iéna et à Auerstädt brisaient la puissance prussienne, que trois semaines de poursuite en balayaient les débris et qu'avant même que tout s'écroulât sur eux le pauvre roi Frédéric-Guillaume, prince médiocre que tout le monde menait, et la malheureuse, reine Louise, qui, ennemie mortelle de Napoléon, avait plus que quiconque jeté son pays à cette guerre désastreuse, fuyaient vers Memel, où ils allaient en vain attendre des jours meilleurs.

Ils les attendaient du Tsar resté en armes et campé en Pologne. Or, poussant vers les Russes, Napoléon, après les avoir battus à Eylau, sans pouvoir les réduire à merci, les écrasait à Friedland et les acculait à mettre bas les armes. Sur le radeau établi au milieu du Niémen, en vue de Tilsit, les deux empereurs allaient se rencontrer. Napoléon les rabattait ainsi, l'un après l'autre, à ses pieds et faisait à grands coups son « parterre de rois ».

Tilsit, c'était la seconde entrevue de Napoléon avec un des grands souverains. Alexandre, vaincu, était résolu, pour épargner à ses Etats le sort de ceux d'Autriche, à flatter Napoléon ; celui-ci, de son côté, pour en finir avec l'Europe par une alliance cordiale avec la Russie, était décidé à s'attirer le tsar. Ils se jetèrent donc dans les bras l'un de l'autre et, au cours des conférences de Tilsit, firent un tel assaut de caresses qu'il parut bien, en effet, qu'une alliance plus que cordiale, amicale, affectueuse, presque tendre, allait sortir de là. Le petit-fils de la Grande Catherine, le descendant de Pierre le Grand proclamait devant tous que la Fortune le comblait en lui faisant découvrir dans son vainqueur un ami si parfait, le plus aimable qu'il eût pu rencontrer. Et, encouragé par tant de démonstrations sentimentales, Napoléon se mettait vis-à-vis de « l'autocrate de toutes les Russies » sur le pied d'une familiarité aisée, presque trop aisée, tant, en secret, le Tsar, parfois en souffrait. Alexandre implorait, entre autres choses, de son nouvel ami, le pardon du roi de Prusse, la restitution à Frédéric-Guillaume de sa couronne brisée. Le malheureux roi de Prusse vint donc, lui aussi, à Tilsit : il fit sur Napoléon un effet déplorable : « Un homme entièrement borné, sans caractère, sans moyens, un vrai benêt, un balourd, un ennuyeux », écrivait-il à Joséphine. Le petit-neveu de Frédéric II gardait une mine constamment pleurarde et, espérant rentrer en grâce à force d'humilité, s'excusait, se frappait la poitrine. Quand il vit qu'on ne lui rendrait que le tiers de ses Etats, il eut l'idée étrange de faire solliciter le vainqueur d'Iéna par la reine Louise elle-même. Cette fille des Meklembourg passait pour la plus belle des princesses de l'Europe ; on espérait naïvement qu'elle séduirait l'empereur irrité, disait-on, contre elle plus que contre son mari : ce fut pitoyable. Elle se jeta aux genoux de Napoléon :

« On eût dit Chimène criant justice », écrivait, le soir, railleusement, celui-ci.

Et à Joséphine encore :

« Je suis une toile cirée sur laquelle tout cela ne fait que glisser ; il m'en coûterait trop de faire le galant. »

Un soir, placée près de ce terrible Napoléon, avec une candide rouerie, Louise lui tendit une rose qu'elle prit à son corsage :

— C'est pour Magdebourg, Sire, dit-elle.

Napoléon sourit, remercia, prit la rose et garda Magdebourg — « la toile cirée » !

C'est ainsi qu'il traitait les reines après avoir mis les rois à ses pieds.

Le tour des Bourbons d'Espagne allait venir. Quand ces misérables princes, en proie à d'effrayables et lamentables querelles de famille, vinrent d'eux-mêmes à Bayonne solliciter son arbitrage ou, plutôt — le père et la mère contre le fils, le fils contre le père — faire appel à son bras, il parut violemment ému d'un pareil abaissement, pire peut-être que celui dont leur cousin Louis XVI lui avait donné le spectacle.

« Je ne sais trop où je vais loger tout ce monde-là », avait-il écrit à Joséphine avec désinvolture.

Il eut beau les loger sous des toits différents, il fallut bien qu'ils se rencontrassent. Le vieux roi Charles IV et la mère — une furie — se jetèrent sur leur fils avec d'odieuses injures; le fils — le prince des Asturies — que les Espagnols avaient proclamé roi sous le nom de Ferdinand VII, parut stupide :

« Le roi de Prusse est un héros en comparaison du prince des Asturies; il est matériel, mange quatre fois par jour et n'a idée de rien. »

Vous voyez qu'il faisait, à travers les familles royales, un tour d'Europe assez singulier. Il les amena tous, les parents et le fils, à lui remettre leur couronne, qu'il confia à Joseph — fort malheureusement. Pour remplacer celui-ci à Naples, il élit son beau-frère Joachim Murat, qu'il fit roi des Deux-Siciles; le grand-duc de Berg, qu'avait reçu ce vaillant cavalier en 1805, devait passer au fils du roi de Hollande. On dit alors qu'il faisait un « mouvement de rois », comme son ministre de l'Intérieur faisait, parfois, des mouvements de préfets. Et c'étaient bien des préfets; car, sous peu, il écrira au ministre de la Guerre, qui n'est même pas un maréchal :

« Donnez ordre au roi de Naples... »

Un ordre à un roi, donné par un simple général de division!

L'Espagne s'étant soulevée et ayant infligé à ses armes le sanglant affront de Baylen, il projeta de l'aller lui-même mater. Mais il entendait, auparavant, obtenir du Tsar qu'il contint l'Autriche, prête derechef à l'attaquer par derrière, du jour où il aurait franchi les Pyrénées. En outre, il entendait pallier l'effet fâcheusement retentissant qu'avait, en Europe, produit Baylen, en se montrant en Allemagne, non seulement en familiarité avec l'empereur de Russie, mais entouré des rois allemands. C'est alors qu'il organisa son parterre de rois, préparé par tant de grands exploits.

Il n'est pas dans mon dessein de m'arrêter à ces conférences diplomatiques d'Erfurt, sur lesquelles je compte bien, un jour, m'étendre ailleurs. Ce qui, aujourd'hui, nous intéresse, c'est la manifestation de grandeur et de prestige que Napoléon essaya de tirer de cette réunion.

Il comptait bien y voir venir tous les princes allemands et notamment les trois rois, ses vassaux, et même le roi de Prusse. Pour les premiers, il était inutile de les convoquer : tous n'aspiraient qu'à faire leur cour à cet empereur des Français, qualifié maintenant couramment, en Allemagne, successeur de Charlemagne. Tous sollicitèrent de lui l'honneur de venir le saluer. Napoléon n'eût qu'à le leur permettre, et même, les rois de Saxe et de Wurtemberg ayant reçu cette autorisation avant que le roi de Bavière en eût avis, l'héritier des Wittelsbach, désespéré, écrivait :

« Serai-je le seul exclu? S'il ne m'appelle pas auprès de lui, ne fût-ce que vingt-quatre heures, il me fera perdre nécessairement une partie de ma considération politique et m'affligera personnellement. »

Il reçut enfin l'appel désiré et accourut. Rien n'est plus caractéristique que cet incident de la situation réciproque des rois et de l'Empereur.

Napoléon avait dit :

« Je veux, avant de commencer, que l'empereur Alexandre soit ébloui par le spectacle de ma puissance. »

Il aurait, du parterre de rois — « la plate-bande », comme rectifiait l'autre. Ils étaient tous à Erfurt avant qu'il arrivât, empressés à plaire, prêts à obéir. Il est très peu vraisemblable que Napoléon ait, à la table des souverains, dit à Maximilien-Joseph, ainsi qu'on le racontait peu après :

— Roi de Bavière, taisez-vous!

Mais l'eût-il dit, qu'il n'eût étonné personne. La platitude des princes allait être telle que Talleyrand, présent à ces réunions, pourra écrire :

« Je n'ai jamais vu, à Erfurt, une seule main passer noblement sur la crinière du lion. »

Le Tsar n'était pas beaucoup plus disposé que les princes à passer trop franchement la main sur cette crinière. Ce n'est pas qu'il fût résolu à tout céder à Napoléon, mais il était décidé à en obtenir beaucoup et cela valait bien qu'il reprit tous les sourires de Tilsit. Aussi, lorsque, ayant bien ajusté son masque, il arriva à Erfurt, apparut-il à Napoléon, venu hors de la ville à sa rencontre, avec la même mine noblement attendrie, qu'il avait

apportée jadis sur le radeau du Niémen. Mais si, à Tilsit, il avait été peut-être sincère, il ne l'était plus guère à Erfurt.

Ce Romanof était aussi orgueilleux de son sang que pouvait l'être du sien un Bourbon ou un Habsbourg. Obligé, à Tilsit, d'arrêter au seuil de la Russie le vainqueur de Friedland, il avait alors compté sur sa puissance de séduction, qui était presque célèbre : cette séduction, à la vérité, lui était naturelle, mais il la cultivait, et en 1807, avait voulu la pousser jusqu'à l'extrême. L'accueil que Napoléon avait alors fait au Tsar — qui restait anxieux — avait exalté, d'ailleurs, chez Alexandre, des sentiments qui n'étaient pas tous feints, et il est possible que, à se voir entouré de cordiale amitié par celui qui eût pu lui dicter la loi, il en eût alors ressenti une sorte de gratitude exaltée qui, comme il arrivera toujours de tous ses sentiments, avait pris une forme attendrie et souriante. Du plaisir sincère et presque de la griserie qu'il éprouva à être traité en confident et en ami par ce Napoléon, d'ordinaire si implacable pour le vaincu, il avait outré encore l'expression. Napoléon y avait été pris et s'était, dès lors, je vous l'ai dit, mis sur un pied de familière égalité qui avait paru encore flatter le Tsar. Et, depuis Tilsit, il avait essayé de garder et ton. Mais, échappé au charme si fort qui se dégageait de Napoléon, Alexandre s'était ressaisi : autour de lui, à Pétersbourg, tous étaient horriblement hostiles à l'empereur des Français. On rougissait de ce qui s'était passé à Tilsit et on en gémissait. Et les dispositions de cet entourage amenaient le Tsar à en rougir parfois lui-même. Le ton affectueux cavalier que Napoléon gardait avec lui maintenant l'agaçait, l'humiliait, parfois l'exaspérait : il restait le Tsar, le petit-fils de Pierre le Grand, et quand, par exemple, son nouvel allié lui écrivait, en décembre 1807, l'Impératrice n'ayant pas donné de fils à Alexandre : « Je souhaite à Votre Majesté, pour l'année qui s'ouvre, un petit autocrate de toutes les Russies », Alexandre devait avoir ce petit sursaut de fierté blessée qu'on a envers le manque de tact d'un inférieur qui, amicalement traité, abuse. Car ils en étaient là, les souverains de l'Europe : à souffrir parfois des plus des amabilités de celui qu'ils continuaient entre eux à appeler « Buonaparte » que des coups qu'il leur avait portés.

Mais il arrivait à Tilsit avide de se faire payer cher les services que Napoléon allait lui demander et qu'au fond il était peu décidé à lui rendre. Et ainsi s'était-il imposé le masque de Tilsit et ne devait-il guère le déposer.

Au cours des conférences, des fêtes splendides étaient données : l'Europe était vraiment là presque tout entière représentée. De grandes dames allemandes étaient venues tenir salon à Erfurt et, le soir, on se reposait des entretiens d'Etat par des réceptions où se coudoyaient cinquante princes inscrits à l'*Almanach de Gotha* : les rois de Wurtemberg et de Bavière, le roi et la reine de Saxe, les jeunes souverains de Westphalie, le prince-primat, le grand-duc de Bade, les ducs de Hesse-Darmstadt, d'Oldenbourg, des deux Meklembourg, et dix autres; aux quels se mêlaient le grand-duc Constantin, formidable Tartare laid comme l'enfer, et le prince Guillaume de Prusse, qui essayait de sourire si près, à Erfurt, du champ de bataille d'Iéna.

C'est devant ces princes et deux cents personnages de l'Europe que la Comédie-Française donnait tous les trois soirs une représentation; Napoléon avait, en effet, entraîné à sa suite l'élite des comédiens français — ce que M. Tternich appelle « le cadre de la Comédie ». Talma se faisait applaudir à Erfurt par l'Europe entière. Nous imaginons le spectacle que pouvait offrir ce parterre rutilant de broderies d'or et d'argent, de plaques et de croix, de diamants et de pierres, de cordons et de couronnes. Napoléon, lui, n'y paraissait jamais que dans son costume de chasseurs de la Garde : l'habit vert, le gilet de casimir blanc et la culotte, remplaçant simplement les bottes par les bas de soie et les souliers à boucle, l'épée au côté et, à la main, son petit chapeau de castor noir avec sa « petite cocarde d'un sou », comme dit le brave Coignet.

Un soir, on jouait *Edipe*, de Voltaire. On prétend que Napoléon avait demandé la pièce en vue d'un seul vers et que, le matin même, il avait dit à Talma :

— Après tel vers, vous vous arrêtez.

Car il était homme à tout prévoir, même l'élan des autres. Napoléon, ce soir-là, se montra assis dans une loge, à côté d'Alexandre, tous les princes au parterre. Soudain, Talma lança le fameux vers :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux.

Alexandre, entraîné par le vers même, saisit la main de Napoléon et la pressa entre les siennes, en disant à haute voix :

— C'est une chose dont je n'aperçois tous les jours.
Du coup, il pensait gagner deux provinces sur le Danube, qu'il entendait se faire autoriser à arracher au Grand Turc.

Cette atmosphère de cordialité ne cessa de régner; un jour, Alexandre, arrivant à la conférence quotidienne chez l'empereur des Français, s'aperçut qu'il avait oublié son épée; Napoléon saisit la sienne et la lui offrit. Le Tsar s'écria :

— Je ne la tirerai jamais contre Votre Majesté.

Et c'est ainsi que l'épée d'Erfurt était encore en 1917 — chose piquante — exposée à l'Hermitage, au milieu — hélas! — des trophées conquis sur la Grande Armée, trois ans après Erfurt, par le Tsar, devenu l'ennemi irréconciliable de son allié de Tilsit.

Les conférences cependant s'éternisant, Napoléon entendit qu'on cherchât hors d'Erfurt quelques distractions; on ne peut tous les jours se contenter d'applaudir *Edipe*, ni même *Cinna*, et il y a tout de même des plaisirs plus vifs.

C'est alors qu'on organisa la visite à Weimar. Il y eut une grande chasse, tous les souverains à cheval, suivie du fameux dîner où, présidant la table des princes régnants, Napoléon évoqua soudain le temps où il était « lieutenant d'artillerie ». Il paraissait, par là, affirmer que, s'il était un arrivé, il n'était point un parvenu et que, loin d'oublier le passé, il s'en faisait gloire. Rappelant d'humbles jours, il ne s'en humiliait pas, mais, tout au contraire, en humiliait ceux qui, si hautement nés, se courbaient si bas sous son regard.

Dans la soirée qui suivit, il voulut qu'on lui présentât d'autres princes; ceux-là n'étaient pas princes par la naissance, mais princes par l'esprit; c'étaient les deux écrivains alors les plus célèbres de l'Allemagne, Goethe et Wieland, et c'étaient probablement eux que, sans le dire, il était venu chercher à Weimar. Par ce don de divination qu'il possédait, il sentait qu'il était plus précieux, en cette Allemagne déjà en effervescence, de capter les penseurs que les princes. Il eut, avec les deux hommes, une conversation prodigieuse où il se dépensa tout entier : toute son intelligence, toute sa culture, toute sa volonté de plaire et d'éblouir; il les interrogea, mais sa curiosité était déjà une flatterie; il parla de tout, de Tacite, de Corneille, des Césars, du christianisme et surtout sut se montrer informé de tout ce qu'avaient écrit les deux hommes. Ah! il connaissait bien les gens de lettres, qui, des plus grands aux plus petits, sont et seront toujours les mêmes. Lui que, depuis des années, tous flattaient et que, depuis huit jours, vingt princes adulaient, il enveloppait de caresses l'auteur d'*Obéron* et l'auteur de *Faust*. Ils resteront l'un et l'autre sous le coup de cette heure unique. Elevé au-dessus de tous les souverains, il se mettait au niveau de ces deux hommes de lettres qu'ainsi il semblait porter avec lui au-dessus des têtes couronnées. Il était l'homme qui avait dit :

— Si Corneille était encore là, je le ferais prince.

Le lendemain, une fête — chose incroyable — fut donnée sur le champ de bataille d'Iéna, tout proche. Que le Tsar eût accepté cette singulière partie de plaisir — si cruelle pour ceux dont il était, en 1806, l'allié et dont il restait l'ami — prouve à quel point il entendait acheter les concessions par les complaisances. Napoléon expliqua la bataille où avait sombré la Prusse — puis on chassa là où l'on s'était battu. Alexandre en était à s'enthousiasmer lorsque Napoléon décrivit la grande déroute de l'armée prussienne, la fuite éperdue. Ah! si la pauvre reine Louise de Prusse avait vu ce jeune Tsar, qu'elle avait adoré plus qu'aucun homme, accueillir par ses sourires flatteurs les souvenirs évoqués par l'homme qu'elle détestait le plus au monde!

Mais, quelques jours après, Alexandre repartait d'Erfurt avec l'autorisation d'envahir les principautés danubiennes. Il devait, en retour, retenir les Autrichiens dans la voie de la guerre où ils faisaient mine de s'engager et, par un formel manquement à sa parole, ne le devait pas faire.

A cette réunion d'Erfurt, vous avez remarqué qu'il manquait quelqu'un, — celui que Napoléon appelait « ce squelette de François II », l'empereur d'Allemagne du bivouac d'Austerlitz, qui, par suite d'Austerlitz, avait cessé de l'être pour devenir empereur d'Autriche. C'est qu'à cette heure, une fois de plus, le Habsbourg entendait se dérober à cette triomphante suzeraineté que « Bonaparte » faisait peser sur les princes. Six mois après, c'était la guerre encore, entre France et Autriche, c'était l'invasion des Etats de François et, après la bataille indécise et sanglante d'Essling, c'était la cruelle défaite de ses armées à Wagram et de telles amputations infligées à l'empire vaincu que celui-ci en restait presque annihilé. François était bien puni de n'être pas venu à Erfurt et

Napoléon avait une façon à lui de forcer les gens à se mettre à table avec lui. Maintenant, François II, sa Cour, son gouvernement, ne pensaient plus qu'à rentrer en grâce et Metternich, allant plus loin, était prêt à tous les sacrifices — même le plus mortifiant — pour prendre près de l'empereur Napoléon, tout-puissant, la place que très précisément le Tsar — par ses demi-trahisons connues à Paris — était en train de perdre. Et tandis que, sollicité de donner la main de sa sœur, la petite grande-duchesse Anne, à Napoléon, divorcé, Alexandre se dérobaient sans oser refuser, l'Autriche, elle, offrait spontanément une de ses archiduchesses à celui qui, quatre fois, l'avait vaincue, écrasée et dépouillée.

La situation de Napoléon après Wagram était telle, à la vérité, que ce qui nous paraît encore stupéfiant, semblait fort admissible. Au lendemain du retour de l'Empereur en France, on avait vu, sans qu'ils y fussent priés, les rois allemands se précipiter tous à Fontainebleau pour fléchir le vainqueur de l'ancien empereur allemand. On y avait vu aussi accourir les rois, frères de Napoléon, si bien qu'il s'était trouvé six ou sept têtes couronnées pour assister, près de l'Empereur, à l'ouverture du Corps Législatif. On citait ce mot d'un soldat en faction à l'entrée de la Cour du Fer-à-Cheval de Fontainebleau au cocher d'un grand-duc :

— Si ton maître n'est pas roi, tu dois rester dehors.

Et le grand maître des cérémonies, le comte de Ségur, arrivant, peu de jours après, en retard à un rendez-vous de l'Empereur, aux Tuileries, s'excusait flatteusement :

— Ma voiture, Sire, est tombée dans un embarras de rois.

C'est l'époque où Ferdinand VII, tenu à Valence dans une captivité d'ailleurs pleine de distractions, sollicitait humblement et sans cesse la main d'une princesse de la maison impériale : Napoléon pensait parfois le rétablir sur son trône d'Espagne, mais après l'avoir marié à sa nièce Charlotte, fille de Lucien, qu'en famille on appelait « Lolotte »; la conduite frondeuse du père faisait hésiter l'Empereur, et c'est l'époque encore où celui-ci écrivait cette phrase magnifique — où tient toute une situation :

« Si Lucien continue à mal se conduire, je ne pourrai pas donner un roi à Lolotte. »

C'est l'époque encore où, méditant l'édification à Chaillot d'un énorme palais, le même Napoléon écrivait à ses architectes :

« Il peut arriver un moment où j'aurai à loger douze souverains. »

Le palais de Chaillot allait être destiné bientôt à un roi tout seul, un tout petit roi né du petit Corse, et d'une fille de l'Europe. Ce mariage, suivi après onze mois de la naissance d'un prince, le *roi de Rome*, semble avoir, une fois pour toutes, consommé l'avènement de Napoléon le Grand au Grand Empire. Il est entré dans la famille des rois : l'archiduchesse Marie-Louise est, par son père, la descendante de Charles-Quint, par sa mère, celle de Louis XIV, et Louis XVIII, en exil, a pu écrire :

« Une descendante de saint Louis! une petite-fille de Louis XIV, cela fait frémir! »

Le petit lieutenant de Valence est devenu le cousin de l'Europe entière. Mais c'est un terrible cousin, qui domine de cent coudées les rois! Les rois! il les a maintenant mesurés tous et maintenant ne s'émeut guère à les voir à ses pieds. Ne peut-il, en 1812, s'il veut embrasser son fils, à lui, faire dire à la gouvernante :

— L'Empereur ordonne qu'on lui amène le roi!

Quand, en mai 1812, il s'achemine vers la Pologne où il va prendre le commandement de l'énorme armée — composée des soldats de dix nations — contre la Russie redevenue l'ennemie, il assemble à Dresde une nouvelle Cour de rois. C'est la réédition d'Erfurt; mais, cette fois, ce n'est plus le tsar Alexandre qui la préside en face de lui, c'est l'empereur d'Autriche, qu'il traite en beau-père vénérable, quitte à le bousculer encore de temps à autre :

— Comment n'avez-vous pas amené le prince héréditaire? dit-il à l'impératrice Maria-Ludovica.

— Il est timide, Sire, et n'aime pas les réunions.

— Allons donc! donnez-le-moi; je le mettrai à la tête d'un de mes escadrons, et je vous le déniaiserai en quinze jours.

Et il part de Dresde après avoir — une dernière fois — tenu les souverains de l'Europe à ses pieds.

Mais que tout cela était factice et fragile! Les rois l'ont tous, les uns après les autres ou tous ensemble, adulé, mais jamais ils ne l'ont, au fond, accepté. Et, le jour où, après l'épouvantable désastre de Russie, le lion a paru blessé, tous soudain se retournent contre lui; tous, les rois d'Allemagne, qui ont donné leurs filles

à la famille corse; l'empereur d'Autriche qui a donné la sienne au soldat heureux lui-même; le roi de Prusse accourant à la rescousse de ce Tsar, qui, à Tilsit et à Erfurt encore, jurait à Napoléon adulé une amitié éternelle! A la rescousse et bientôt à la curée. Et, demain, c'est Fontainebleau, où agonise l'Empire; demain, c'est Waterloo, où il sombre; demain, c'est Sainte-Hélène, où va mourir l'homme « prisonnier des rois ». Mais, de ce rocher — plus qu'à Erfurt et à Dresde — il les domine encore, et, mort, il continuera à les dominer. L'historien, s'il veut être compris, écrira : « Le tsar Alexandre I^{er}, l'empereur d'Autriche François II, le

roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV ». Mais, s'il écrit tout court : *L'Empereur!* on saura bien de qui il parle : c'est du petit officier besogneux et râpé de Valence qui, un jour, promenant son regard sur dix souverains courbés devant lui, a pu, comble d'orgueil, leur dire : « Quand j'étais lieutenant d'artillerie... ». — parce qu'une fois pour toutes, même s'il est destiné à tomber sous leurs coups, il sait bien qu'à travers les siècles il restera : « L'Empereur ».

LOUIS MADELIN,
de l'Académie française.

Les idées et les faits

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer au numéro prochain la chronique de Mgr SCHYRGENS sur le Centenaire de l'Institut de la Vierge fidèle.

ALLEMAGNE

Une contrefaçon de Thérèse Neumann Le cas Diebel

Du dernier numéro des Documents de la Vie intellectuelle, nous reproduisons ces lignes :

On sait les événements mystérieux qui se passent depuis de longs mois à Konnersreuth, en Bavière, où Thérèse Neumann, la stigmatisée, fait l'étonnement de tous ceux qui l'approchent (1).

Or, voici que ces phénomènes extraordinaires ont suscité un imitateur en la personne d'un mineur allemand de la Silésie, Paul Diebel, qui prétend produire naturellement et à sa guise les mêmes signes que Thérèse Neumann impute à une action surnaturelle.

Après avoir fait une tournée de conférences et d'expériences en Allemagne, notamment en Westphalie et en Rhénanie, Diebel a été engagé récemment par la vieille société de Libre Pensée d'Amsterdam De Dageraad (L'Aurore) pour une série de démonstrations destinées à ruiner la « foi au miracle » dans l'âme des foules.

Le journal libéral De Nieuwe Courant annonçait le 11 novembre dernier sous un titre sensationnel en caractères gras, comme s'il se fût agi d'un match de boxe, la conférence que Diebel devait faire quelques jours après à La Haye. L'article était intitulé : PAUL DIEBEL CONTRE THÉRÈSE NEUMANN, et il disait :

« Mercredi 19 novembre, dans la grande salle du Jardin des Plantes, se présentera le mineur allemand Paul Diebel, l'un des hommes les plus merveilleux de notre temps. D'après ce que nous communiquent l'Association des Libres-Penseurs De Dageraad, Paul Diebel a déjà fait dans de nombreuses villes la preuve qu'il règle absolument à sa guise la circulation de son sang. Le Dr Magnus Hirschfeld, des médecins viennois et parisiens l'appellent pour cette raison l'énigme. Il est en mesure de retenir son sang en cas de blessures, à la suite d'un coup dans la poitrine ou du percement de la main.

» Mais ce qui a produit la plus grande effervescence autour de sa personne et déchaîné une lutte d'idées particulièrement violente entre libres-penseurs et catholiques, c'est le fait qu'il est capable de produire d'une façon parfaitement naturelle tout ce que les coreligionnaires de Thérèse Neumann de Konnersreuth prétendent n'être possible que par un miracle. Tout aussi bien que la « sainte de Konnersreuth », il pleure des larmes de sang, fait apparaître sur sa poitrine des stigmates sanglants, etc... Et cela, à ce qu'il dit, par la concentration de sa volonté et par rien d'autre.

» Paul Diebel est le contraire du mystère et de la sensation. Son but est uniquement de se présenter comme un second Houdini pour contredire la foi actuelle au miracle.

» Ainsi qu'il l'a fait à Berlin, à Vienne, à Paris et à Buda-Pest, il se soumettra également dans notre pays au contrôle le plus rigoureusement scientifique.»

Posé de la sorte, le cas Diebel ne pouvait manquer d'attirer l'attention du public hollandais. Le journal catholique De Tijd relevait dans son numéro du mercredi 12 novembre (soir) ce qu'il y avait de déconcertant et de suspect dans l'attitude du personnage :

« ... Le cas Diebel, écrivait-il, n'est pas, ainsi qu'on l'annonce, la « grande énigme ». Ce mineur silésien qui est loin d'être impopulaire dans les assemblées de Libres-Penseurs autrichiens et allemands, condamné à mort pendant la guerre pour espionnage et retenu en Russie, fit en captivité toutes sortes d'expériences relativement à la circulation de son sang et réussit finalement à imiter les exploits des fakirs, à rendre son corps temporairement insensible, à se piquer la poitrine, le bras ou la main avec un objet pointu sans qu'il apparaisse une goutte de sang, à faire sortir de ses yeux des pleurs sanglants... et autres artifices « ébouriffants ». Il continua à s'exercer et en fit, après la guerre, son gagne-pain. Il parut en public, notamment au « Wintergarten » de Berlin, aux Variétés de Vienne, à la « Tonhalle » de Düsseldorf, ailleurs encore; il y étala des blessures légères en forme de croix ou une place circulaire couleur de sang sur le cœur. Le plus sensationnel de son attitude est sa prétention constante de produire à sa guise, et sans que les médecins soient à même de découvrir sa méthode, absolument les mêmes phénomènes que ceux qui, chez Thérèse Neumann, ont éveillé universellement l'intérêt.»

Était-il possible cependant d'assimiler des deux ordres de phénomènes? Il semble bien que non et le Dr Wolfgang Weisl, de Vienne, collaborateur spécial du journal Die neue Freie Presse et qui a examiné en sceptique les stigmates de Thérèse Neumann, a raconté qu'en juillet 1928, il rendit visite au professeur Veth de l'Université de Vienne, président de la Société de religion et de psychologie, qui avait assisté comme lui aux expériences faites par Diebel pour prouver qu'il pouvait, à sa guise, provoquer des stigmates sur son corps. Le professeur Veth lui déclara qu'il ne savait être question de stigmates à proprement parler. Le mineur avait exécuté les tours connus des fakirs, s'était fait des blessures qui ne saignaient pas et avait fait apparaître sur diverses parties de son corps des places couleur de sang qui ne pouvaient, en aucune façon, donner une impression convaincante. En outre, Diebel, malgré la promesse qu'il en avait faite, ne se présenta pas à un second examen qu'il devait subir à la clinique Wagner-Jauregg à Vienne. Plus tard, ajoutait le Dr Weisl, Diebel a avoué lui-même qu'il n'était pas capable de faire que le sang coulat réellement de sa peau, mais qu'il utilisait à cet effet le sang de blessures qu'il s'était faites volontairement auparavant.

Dans quelles circonstances Diebel avait-il fait cet aveu? Le grand journal libéral de Rotterdam De Nieuwe Rotterdamsche Courant le relate dans les termes suivants :

« Ayant eu des difficultés au sujet d'un contrat, Diebel craignait d'être accusé de trucs illicites ou d'abus de confiance, et c'est pourquoi il a fait à la table d'un café, sans que les autres clients se doutent de rien, l'exposé et la démonstration de son procédé

(1) Cf. Les Documents de la Vie intellectuelle du 20 juin 1930, pp. 448-497.

devant quelques journalistes. Voici comment il fait : il prend une règle ou un autre objet dur de même genre et l'appuie sur la main, quelques heures avant la représentation, pour obtenir la figure désirée. L'empreinte de la règle (ou d'un verre s'il veut obtenir une circonférence) est invisible pendant quelque temps; mais elle demeure cependant latente dans l'épiderme. C'est ainsi que nous avons tous remarqué que l'empreinte d'un coup ou d'une gifle sur les joues, qui avait d'abord disparu, peut réapparaître un peu plus tard, si la personne en question s'excite. La place où le coup ou bien la gifle a été reçu redevient alors brûlante.

» Diebel s'est approprié cette particularité avec talent, à force de répétitions et d'artifices, en provoquant, par la contraction de ses muscles, l'arrivée du sang dans le voisinage de la cicatrice. Celle-ci se teint en rouge sombre sur la peau. Du moins, voilà ce qui se produit à des places qui ne sont pas encore « cultivées ». En appuyant toujours à la même place et en y attirant le sang, Diebel a réussi à faire percer d'une certaine manière le sang lui-même à travers la peau. Il provoque de semblable façon les larmes de sang. Il fait une empreinte à l'aide d'un objet pointu à l'intérieur du coin de l'œil. Comme beaucoup de gens et même des enfants, il pleure quand il veut. L'afflux du sang provoqué par là colore en rouge-sang les larmes, de telle sorte qu'elles roulent sur les joues en y laissant une trace légèrement rougeâtre.

» Ainsi la démonstration Diebel repose partie sur un truc, partie sur un exercice qui est basé sur une aptitude naturelle spéciale. Il a voulu utiliser l'intérêt soulevé par les faits merveilleux de Thérèse Neumann comme une circonstance favorable pour montrer son habileté particulière. Mais il semble avoir signé avec une certaine naïveté un contrat qui s'est manifesté ensuite désavantageux et il se trouve dans des difficultés financières (1).

La réunion organisée à La Haye ne fit que confirmer ces révélations des journaux. Elle se déroula de façon assez piteuse. L'organe des socialistes-marxistes Het Volk qui, quelques mois auparavant, avait « donné » dans l'histoire de Bogaarts, un ouvrier de Mouscron (Belgique) avant lui aussi le pouvoir de verser des larmes de sang et qui avait dû se rendre à l'évidence qu'il s'agissait d'une pure fable, se montra cette fois beaucoup plus réservé; et il rapporta de la séance le compte rendu suivant, très suggestif :

» On peut poser comme un fait connu que l'association Libre-Pensée De Dageraad n'a plus cette attitude élevée qui la caractérisait jadis. Que cette association veuille servir la Libre-Pensée par le moyen d'un numéro de fantaisie, il y a là quelque chose de nouveau qui, très heureusement, a été épargné, leur vie durant, à Multatuli, S. Van Houten et F. Domela Nieuwenhuis (2).

» Hier soir, on a mis en scène le « mineur allemand » Paul Diebel dans la grande salle du « Concert » pour démontrer que les stigmates de la fille des paysans de Konnersreuth, Thérèse Neumann, ne sont pas l'effet d'une cause surnaturelle.

» Ce fut une représentation d'assez mauvais goût. Diebel se présenta au public par une petite allocution qui ne disait rien du tout. Ensuite, M. J. Hoving développa des considérations sur le Miracle dans lequel il ne vit que petits trucs de prêtres aux abois. Il prit comme critérium du miracle qu'il ne puisse être donné du fait envisagé aucune explication naturelle et qu'on ne puisse découvrir son explication que dans le surnaturel. C'est ainsi toutefois qu'on représente la chose chez les catholiques.

» Hoving déclara laisser la déclaration de Paul Diebel au compte de ce dernier. La seule chose qui l'intéressait en lui, c'est que les stigmates se produisaient chez lui d'une manière qui n'était pas miraculeuse. De Tijd et De Maasbode — d'après l'orateur — appelaient Diebel un imposteur. Eh bien! conclut-il, on pourrait en dire autant de Thérèse Neumann.

» On communiqua que le secret de Diebel résidait uniquement en une forte concentration de la volonté. Diebel découvrit sa force

lorsque, dans une crise de neurasthénie, il se trancha l'artère du poignet et qu'il ne mourut pas du sang perdu parce qu'un intense désir de vivre se manifesta en lui.

» LA DÉMONSTRATION

» Ensuite M. Diebel commença ses expériences. Il allait pleurer des larmes de sang. En effet, après environ cinq minutes, une paire de petites gouttelettes de sang sortirent du coin extérieur de l'œil. Un de nos collègues du Maasbode demanda à Diebel des explications à propos d'un article du Berliner Tageblatt du 5 avril 1928, où il était dit que Diebel avait révélé son secret. D'après ses propres dires, il se taillera, quelques heures avant la représentation, à l'aide d'objets pointus certaines figures dans la peau et se blesserait au coin de l'œil. Les empreintes au bout d'un certain temps ne seraient plus visibles, mais persisteraient sous la peau. Par la contraction des muscles et par l'afflux du sang sous l'empire de sa volonté, Diebel pourrait à un moment donné rendre de nouveau les empreintes visibles et même faire apparaître du sang.

» UNE DÉCLARATION

» Diebel fit la déclaration suivante : Ses expériences lui faisaient gagner au début 1,200 marks par soirée. Son « impresario » partit sur ces entrefaites et un second « manager » l'obligea par contrat de faire sur la scène tout ce qui lui était ordonné. Ce dernier le fit asseoir sur un trône pendant huit heures consécutives les mains et les pieds percés. Pour échapper à ce martyre, Diebel inventa un mensonge et donna une explication tout à fait fautive des phénomènes sanglants.

» Lorsque notre collègue catholique posa encore quelques questions, le public prit une attitude lamentable. Des sifflets et des quolibets retentirent sans que le président intervint et sans que celui qui posait ces questions donnât en rien motif à semblable manifestation d'impolitesse.

» La police de la réunion, par suite, était fort mal faite. Tout le monde courait pêle-mêle sur la scène et empêchait les journalistes de se rendre compte des expériences.

» Diebel fit ensuite apparaître du sang sur sa jambe et deux médecins constatèrent, après un rapide examen, qu'il n'existait aucune blessure. La seule chose qui eût quelque chose de commun avec des stigmates était une petite tache en forme de croix qui se détachait sur la poitrine de Diebel.

» Du reste, on ne sortit que les petits artifices usés des fakirs. On transperça la main du jeune homme à l'aide d'une plume, on lui envoya une fléchette d'un appareil à air comprimé dans le corps et il se colla la langue au palais.

» Nous n'avons pas réussi à comprendre ce que cette partie des expériences avait à voir avec Konnersreuth. Le discours final de M. Diebel où il fit allusion à une société meilleure nous en parut aussi fort loin.

» Nous savons fort bien que l'explication de l'information du Berliner Tageblatt n'était pas satisfaisante et que nous avons vu jadis, dans l'ancienne salle Flora, des petits trucs qui étaient aussi peu délicats que les expériences de M. Diebel. Alors aussi, nous n'avons pas saisi ce qu'il pouvait y avoir de scientifique dans ce cas. Et dans le « numéro » exploité sous les auspices du Dageraad nous en sommes maintenant tout aussi loin (1).

Ainsi donc, il semble bien que le cas Diebel soit jugé et bien jugé : il s'agit tout simplement d'un habile simulateur assez semblable à ces spirites impitoyablement démasqués par M. Paul Heuzé.

C'est également la conviction des bourgmestres d'Arnhem et d'Utrecht qui, après la séance piteuse de La Haye, jugèrent à propos de défendre dans leur ville la répétition annoncée des expériences Diebel, conformément à l'article 108 de la Loi, par souci de l'ordre public qui pouvait être compromis par des démonstrations d'un goût douteux dirigées contre une religion reconnue dans l'Etat.

P. V.

(1) Cité par De Tijd du 12 novembre 1930 (soir).

(2) Multatuli est le pseudonyme sous lequel s'est rendu illustre dans la littérature le fonctionnaire libre-penseur E. O. J. H. G. J. D. O. U. W. E. S. D. E. K. K. E. R., auteur notamment de *Max Havelaar*. — S. Van Houten, ancien président du Conseil des ministres, a joué un grand rôle dans la politique néerlandaise et a été jusqu'à sa mort, survenue en 1930, le type du libéral libre-penseur, hostile à toute religion révélée. — F. Domela Nieuwenhuis, ancien pasteur luthérien, fut le grand propagateur du socialisme-marxisme à ses débuts en Hollande. A la fin de sa vie, poussé par l'intransigeance de son caractère, il se jeta à corps perdu dans la libre-pensée et dans l'anarchie. (Voir sur VAN HOUTEN et DOMELA NIEUWENHUIS, PAUL VERSCHAVE : *La Hollande politique*.)

(1) « Het Volk », cité par De Tijd du 18 novembre 1930 (soir).